

LE MONDE DES SOINS AUX ABOIS



THIERRY PORCHET

Quatre ans après la large adoption par le peuple de l'initiative pour des soins infirmiers forts, le personnel du secteur réclame toujours des mesures concrètes. Il a lancé l'alerte sur l'urgence de ce dossier lors d'un grand rassemblement sur la place Fédérale à Berne. **PAGE 3**

POINT DE MIRE

Soins sous perfusion

Sonya Mermoud

Système de santé en crise, personnel en souffrance. Plusieurs milliers de manifestantes et de manifestants ont occupé la place Fédérale le 22 novembre, pour dénoncer la situation dans le secteur des soins. Et pour cause. Les maux qui frappent les salariés du domaine dans les hôpitaux, les EMS, ou encore ceux travaillant à domicile, restent sans remèdes. L'hémorragie de professionnels se poursuit. La sécurité des soins est menacée. Et aucune amélioration ne se dessine par manque de volonté politique. Le projet du Conseil fédéral ne prévoit pas en effet de dotation en personnel, ni de financement adapté. Et se trouve en porte-à-faux avec la volonté populaire. Après le choc du Covid, les citoyens s'étaient pourtant clairement exprimés en 2021 en faveur de l'initiative «Pour des soins infirmiers forts», adoptée par plus de 60% des voix. Les applaudissements aux balcons appelaient des actes concrets. Les plaies tout

juste cicatrisées de la pandémie avaient mis en lumière un secteur en situation critique et un manque cruel d'employés, confrontés à des conditions de travail difficiles. Conditions qui n'ont pas été améliorées depuis, malgré les manifestations de solidarité de la population. Cadences infernales, surmenage, épuisement, taux de rotation sans fin, désertion de la profession: le milieu des soins hospitaliers comme celui des EMS est à bout de souffle. Le diagnostic posé n'a pas entraîné de changement de paradigme. Avec, pour conséquences, l'impossibilité d'assurer un accompagnement digne des patients; avec des malades qui deviennent des clients; où chaque geste est chronométré; où faire un brin de causette génère des retards en cascade; où la prise en compte de la dimension humaine est devenue un luxe quand bien même ce facteur se trouve le plus souvent à l'origine du choix des métiers concernés; une pression au rendement continuant à fragiliser une branche déjà mal en point. Cette situation se traduit par le départ de nouveaux professionnels préférant raccrocher leur blouse blanche plutôt que de mettre en péril leur santé comme celle de la patientèle. Quadrature du cercle révélatrice d'une maladie structurelle chronique. Dans ce contexte, l'Alliance des professions de la santé dans laquelle Unia s'engage en force, en particulier pour le personnel des soins longue durée,

Cadences infernales, surmenage, épuisement, taux de rotation sans fin, désertion de la profession: le personnel est à bout de souffle

s'est mobilisée pour dénoncer une fois encore la situation inacceptable des travailleuses et des travailleurs de la branche. Et réclamer la fin de la logique actuelle dominée par le seul profit. Une tendance marquée par le retrait progressif de l'Etat pour laisser la place à des acteurs privés qui mesurent le pouls du secteur à l'aune de leurs gains. Cela alors que les autorités cantonales adoptent des politiques d'austérité affaiblissant encore le domaine, et plombant davan-

tage le moral du personnel. Il faut aujourd'hui une véritable révolution sociale où l'accompagnement des personnes soit placé au centre des préoccupations. Où les effectifs médico-sociaux puissent bénéficier de conditions d'emploi dignes. Des impératifs dans l'intérêt de tous. Maladie et vieillesse n'épargnent personne. La population doit pouvoir être assurée de bénéficier de prestations de qualité. Un défi d'autant plus grand à relever que, d'ici à 2040, la Suisse devrait manquer de quelque 40 000 infirmiers et 5500 médecins. A cette même échéance, les soins de longue durée augmenteront de 43%, 626 nouvelles maisons de retraite devront être ouvertes, six millions d'heures de travail supplémentaires seront nécessaires pour les services d'aide à domicile. Sans une réaction politique forte, à la hauteur des enjeux, il n'y aura aucun espoir de rémission pour des soins déjà sous perfusion. ■

PROFIL



François Turrian, la nature comme destin. **PAGE 2**

SYNDICAT

Unia met le cap sur 2045. **PAGE 5**

ÉTUDE

Les salaires suisses passés sous la loupe. **PAGE 7**

AGROALIMENTAIRE

Socfin, multinationale décriée. **PAGE 8**

Sonya Mermoud

De la fourmi à l'éléphant, François Turrian confie aimer tous les animaux. Un amour du vivant qui a servi de fil rouge à sa carrière. «J'ai eu la chance de pouvoir faire de ma passion mon métier», note le directeur romand de BirdLife Suisse qui, après vingt-cinq ans à la tête de l'association, et dix-huit au sein du WWF, s'apprête à prendre sa retraite. Un nouveau tournant qui le rend joyeux même si, en regardant dans le rétroviseur, il se demande comment il aurait pu faire mieux. Et confie ressentir un peu de frustration. Et pour cause. En dépit d'un engagement d'une vie et d'une détermination sans faille, le biologiste de 64 ans a assisté à la poursuite de l'effondrement de la biodiversité. Il démystifie la carte postale d'une Suisse à la faune et à la flore préservées. «C'est un leurre. Le problème, c'est qu'on ne s'étonne plus de ne voir que des pissenlits et des orties. On s'habitue à la disparition des papillons», image l'écologiste, se désolant de ce «biais d'accoutumance». Alors que la question climatique, davantage visible – en cette mi-novembre, l'interview se déroule sur une terrasse, dans une température plus que clémente – bénéficie d'une meilleure audience.

UNE SUISSE MAUVAISE ÉLÈVE

La situation est pourtant particulièrement grave. Comme le rappelle François Turrian, notre pays se place en queue de liste des surfaces dévolues à la nature par rapport aux autres Etats européens. Et à la tête de ceux qui accusent le nombre plus important d'espèces menacées – pas moins de 40% des oiseaux nicheurs notamment. Les problèmes se sont encore aggravés avec le Parlement actuel. «Non seulement il n'empoigne pas la thématique mais, pire, il rétropédale», déplore le militant, estimant que le politique ne se montre pas à la hauteur des enjeux. «Il croit avoir d'autres priorités. Quant aux citoyens, ils jugent l'environnement important, mais ne le défendent pas dans les urnes.» Et François Turrian de souligner encore le champ de tension entre les attentes placées dans les individus, supposés faire preuve de comportements irréprochables, et d'élus qui restent les bras croisés.

PAS D'ÉCOLOGIE PUNITIVE

«Il faut convaincre les personnes d'agir de façon joyeuse et non punitive. Insister sur le ressourcement qu'apporte la nature. Beaucoup s'en sont déconnectés. Et ni l'intelligence artificielle ni la numérisation ne permettront de retisser ce lien», critique le sexagénaire, soulignant au passage que certains enfants n'ont aucune idée de ce qu'est un animal sauvage. Et plaidant pour une éducation qui intègre la dimension du vivant. Questionné sur une nécessaire décroissance, l'activiste évoque encore les limites planétaires *versus* les effets néfastes de la surconsommation. De son côté, il privilégie les produits locaux, les déplacements

environnants à vélo et ne mange plus de viande. «Réduire l'alimentation carnée aurait déjà des retombées. Il est nécessaire d'avancer par paliers. Éviter d'effrayer la population en lui demandant des efforts trop importants. Une marche trop haute ne serait pas franchie.» Et si l'état des lieux a de quoi plomber le moral, le Vaudois, bien que plutôt pessimiste, n'entend pas se résigner. Et continue à s'indigner tout en invitant chacun à l'imiter.

FAIRE NAÎTRE DES SOURIRES

«On veut abattre des arbres dans votre quartier? Réagissez!» appelle François Turrian, qui n'a eu de cesse, tout au long de son parcours, de sensibiliser l'opinion publique à la cause. Il a

notamment lancé une formation en ornithologie qui a déjà été suivie par quelque 500 intéressés. «Autant d'ambassadeurs de la protection de la nature et des oiseaux. Je suis content d'avoir pu contribuer à faire naître des sourires à travers ces cours et les excursions organisées.» Parallèlement, le biologiste propose quatre à cinq fois par année des voyages naturalistes dans différents coins du monde. Une activité qu'il va poursuivre. Et qui interroge... «Bien sûr, ces voyages ont un impact climatique. Et, dans la mesure du possible, nous recourons au train pour les destinations en Europe. Mais la visite de parcs nationaux en Afrique génère des devises. Sans cet apport des touristes, la protection de l'environnement serait

délaissée. Aussi faut-il aborder la question de manière nuancée, éviter les jugements définitifs», tempore le guide, soulignant que, pendant le Covid, l'absence de visiteurs s'est traduite par une hausse du braconnage. Le futur retraité va aussi garder sa chronique dominicale sur la RTS, *Côté jardin*.

ANTIDOTE AUX MAUVAISES NOUVELLES

La fascination pour les animaux accompagne François Turrian depuis l'enfance sans qu'il s'en explique vraiment. «Mes parents n'étaient pas particulièrement férus de nature même si nous effectuions parfois des randonnées», note le passionné, qui, jeune, va préférer aux parties de football les balades en extérieur muni de sa paire

de jumelles. Et partager son hobby en classe, donnant de petites conférences sur les thèmes de la faune et de la flore. Avec, déjà, un goût pour la vulgarisation. L'amour du biologiste pour les oiseaux réveille aussi un souvenir marquant: sa rencontre, à l'âge de 11 ans, en Corse, avec un gypaète barbu. «La découverte de cet énorme rapace, de son ombre, a été incroyable. Une extase», se remémore le spécialiste, précisant néanmoins n'avoir pas de préférence. Du moineau «prenant son bain de poussière aux terrasses de café», au rouge-gorge fréquentant son jardin, en passant par les fauvelles à l'extraordinaire aptitude à se déplacer sur de longues distances; rares ou communes, toutes les espèces l'émeuvent. Par leur intelligence. Par leur aptitude à voler. Par leurs stridulations. «Les chants des oiseaux sont un antidote aux mauvaises nouvelles», sourit François Turrian, capable de tous les identifier. De quoi contribuer au bonheur de cet homme calme qui s'épanouit dans l'amour, l'observation du vivant et les beautés de cette planète ou encore la culture. Et l'ambassadeur des oiseaux de conclure par une invite à garder l'espoir, citant des initiatives citoyennes ou de communes allant dans le bon sens. Et misant sur leur féderation. «La biodiversité n'est pas un luxe. Nous dépendons tous de la nature.» Un rappel qui devrait nous donner des ailes... ■



«La nature offre un véritable ressourcement», souligne François Turrian, qui, après vingt-cinq à la tête de BirdLife, passera le témoin à la fin du mois.

LA NATURE, L'HISTOIRE D'UNE VIE

Après avoir consacré sa carrière à la défense de l'environnement, François Turrian s'apprête à prendre sa retraite. Non sans alerter une fois encore sur l'état de la biodiversité.

LA MISE EN OEUVRE DE L'INTIATIVE SUR LES SOINS INFIRMIERS TARDE



LES TRAITS TIRÉS

Ambroise Héritier

«LA SANTÉ N'EST PAS UNE DÉPENSE, MAIS UN DROIT!»

Le 22 novembre, le personnel de santé et les syndicats se sont rassemblés devant le Palais fédéral pour protester contre le système actuel.

Textes Aline Andrey
Photos Thierry Porchet

«Vous vous souvenez quand on nous applaudissait au balcon? Depuis, les soignantes et les soignants continuent de quitter la profession les nerfs à bout. Les personnes ne sont pas remplacées, notre vie privée et notre santé en prennent un coup.» Sur la place Fédérale, Emilie, infirmière, résume le sentiment général des milliers de professionnels de la santé, réunis à Berne le 22 novembre. Ils sont venus des quatre coins de la Suisse pour exprimer leur colère face à un système qui dysfonctionne. Malgré la température sous la barre du zéro degré, ils ont répondu à l'appel au rassemblement de l'alliance du personnel de santé, qui regroupe une dizaine de syndicats et d'associations professionnelles dont le SSP, Unia et Syna, ainsi que l'Association suisse des infirmières et infirmiers. De nombreux retraités et des militantes des organisations féministes sont venus soutenir les revendications. Quatre ans après l'adoption, par 61% des votants, de l'initiative pour des soins infirmiers forts, la réalité du terrain ne s'est pas améliorée.

TÉMOIGNAGES GLAÇANTS

Sur l'estrade, les témoignages des professionnels sont aussi glaçants que les températures du jour. «La sécurité des patients est en danger! On nous demande de faire toujours plus avec toujours moins! Et quand tout manque, la pression explose! Les soins se dégradent, les erreurs deviennent inévitables. Ce sont nos patients qui en paient le prix, celles et ceux que nous avons choisis d'accompagner, de protéger et de soigner. On nous parle d'économiser, mais des économies sur qui? Les premières de cordées, celles et ceux qui tiennent encore debout? Nous ne pouvons plus soigner avec le chronomètre au-dessus de nos têtes», exprime Friederike, infirmière. Combative, elle ajoute: «Nous disons stop aux économies sur la santé, à la mise en danger des patients, aux décisions qui sacrifient notre métier! Parce que la santé n'est pas une dépense, mais un droit!» Les conditions difficiles et le peu de reconnaissance sont partagés par un employé dans les nettoyages, puis par une médecin-assistante qui s'insurge par ailleurs contre le harcèlement sexuel présent dans les hôpitaux. Nicolas, technicien en radiologie, lance: «En quatre ans, depuis la votation, rien n'a changé! Nous sommes épuisés, débordés. Le système est proche de l'implosion. Ce système capitaliste n'est pas notre choix. Ceux

qui veulent faire de la santé une marchandise portent la responsabilité de ce qu'il se passe. Ouvrez les yeux! Prenez-nous au sérieux, reconnaissez nos besoins et nos revendications! Défendons nos professions, nos patients, la population!» Isabella, assistante en soins et santé communautaire (ASSC), appelle à la solidarité entre toutes les professions: «Les salaires inéquitables, les horaires à rallonge, ce n'est pas une fatalité! Nous devons nous battre!» Des slogans retentissent dans les trois langues nationales et en anglais: «Who cares? We care!»

RÉALISATRICE HONORÉE

En visioconférence, Petra Volpe, scénariste et réalisatrice du film *En première ligne* (témoignage poignant du quotidien du personnel soignant), est très émue par les applaudissements et la reconnaissance des professionnels qui lui remettent symboliquement un prix d'honneur. Elle exprime sa solidarité. Des cartons rouges sont brandis à l'encontre du Conseil fédéral, dont le projet de mise en œuvre de l'initiative des soins est totalement insuffisant; des autorités cantonales qui réduisent les budgets dans le secteur de la santé; et des assureurs qui démantèlent le secteur public. Dans un communiqué unitaire, les syndicats s'insurgent également que «les soins et l'accompagnement des personnes âgées et dépendantes soient uniquement considérés comme un facteur de coûts, alors que la population vieillit et que les besoins croissent rapidement». Ils demandent au Parlement de «corriger la copie du Conseil fédéral» concernant l'application du deuxième volet de l'initiative pour des soins infirmiers forts (la première partie, favoriser l'accès à la formation, est en vigueur depuis l'été 2024). Une déléguée tout juste sortie du congrès féministe de l'Union syndicale suisse appelle à la grève du *care* en 2027. Cette demande inscrite dans une résolution (disponible sur unia.ch) est adoptée par les manifestants. Celle-ci proclame vouloir «changer le système de santé en Suisse». Et assène: «La patience, nous l'avons perdue, mais pas notre détermination.»

Moment symbolique: sur la place Fédérale, des battements de cœur retentissent, ralentissent, jusqu'à s'éteindre. Puis reprennent, comme un signe d'espoir pour ces professions essentielles. ■



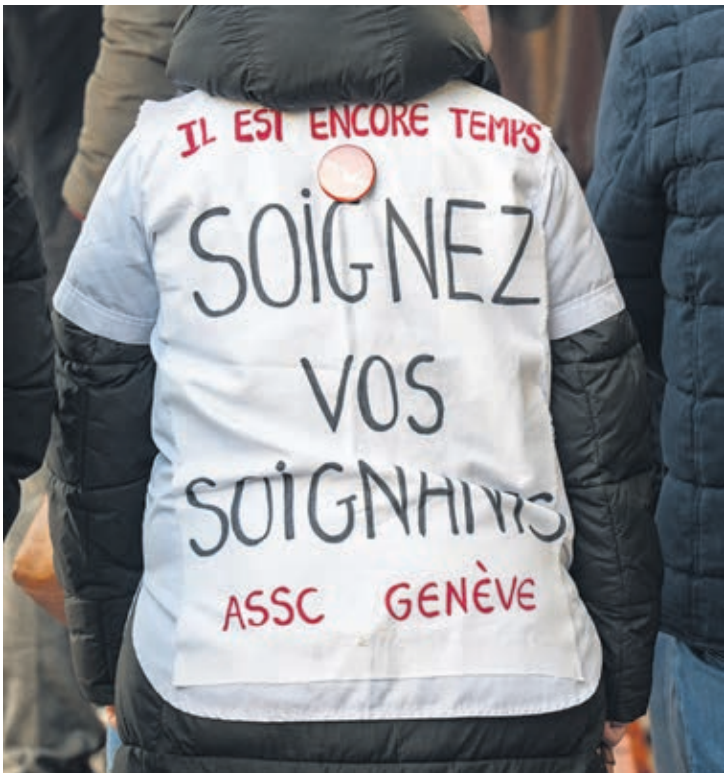
Notre vidéo:
evenement.ch/videos



Des milliers de professionnels de la santé, réunis à Berne le 22 novembre, sont venus des quatre coins de la Suisse pour exprimer leur colère face à un système qui dysfonctionne.



La réalisatrice du film *En première ligne* Petra Volpe, est intervenue à l'écran pour soutenir les revendications du personnel soignant lors de la manifestation qui s'est tenue devant le Palais fédéral.



PAROLES DE MANIFESTANTES

Dans la foule, Kathy, infirmière dans un EMS, explique: «C'est très bien d'ouvrir de nouvelles classes, mais les conditions de travail font que les jeunes ne veulent plus se tourner vers ces professions. Il faut remettre de l'humanité dans les soins. Chaque patient est une personne à part entière dont on doit tenir compte dans sa globalité. Dans les EMS, il faut redonner de l'autonomie aux infirmières dans les évaluations. Les soins, c'est nous pour vous!» Elle ne cache pas ses craintes: «Il y a une trentaine d'années, le système de santé en Suisse était cité en exemple. Aujourd'hui, on se rapproche de la situation française qui est catastrophique. Les burn-out et les problèmes de dos, les problèmes psychiques et physiques augmentent. Les jeunes professionnels quittent le métier après trois ou quatre ans seulement...» Nelly, également infirmière dans un EMS, ajoute pragmatique, faisant référence à la votation pour des soins infirmiers forts: «Quatre ans ont passé, rien n'a bougé. La volonté du peuple doit être respectée.» Martine, infirmière depuis plus de trente ans dans un hôpital, parle de sa vocation: «J'ai toujours voulu faire ce métier, depuis l'âge de 8 ans. Mais nous avons toujours plus de patients avec des pathologies plus compliquées. C'est un tel stress que nous avons peur de faire des erreurs. Le système de santé est en train de s'écrouler.» Elle regrette que ses collègues «par peur surtout» ne se soient pas davantage mobilisées aujourd'hui. A ses côtés, sa fille a décidé d'embrasser la même carrière. Elle recevra son diplôme dans quelques jours et manifeste déjà pour ses futures conditions de travail. Elle n'en perd pas le sourire: «Ma maman m'a transmis sa passion et j'ai confiance en l'avenir. Ça va aller mieux!» ■

HARCÈLEMENT SEXUEL: LE CONGRÈS FÉMINISTE DE L'USS PART AU COMBAT

LUTTES Les attaques de la droite contre la démocratie se font aussi au détriment du corps des femmes, aujourd'hui plus que jamais. Il est donc d'autant plus important que les syndicalistes s'unissent et s'engagent en faveur de la protection de la santé spécifique aux femmes

Anne-Sophie Zbinden, «Work»

Cela ressemble à une sombre légende venue d'un lointain passé. Pourtant, c'était hier. Il fut un temps où les femmes mariées devaient demander la permission à leur mari avant de pouvoir occuper un emploi. Si elles voulaient ensuite ouvrir un compte bancaire pour leur salaire, elles devaient de nouveau demander l'autorisation de leur époux. La situation ne s'est améliorée qu'avec la révision du droit matrimonial en 1988. Depuis lors, les femmes ont lutté pour obtenir des progrès en matière d'égalité. Mais la Suisse en est encore à ses balbutiements et rien n'est acquis pour toujours.

LA BASE DOIT FAIRE PRESSION

Comme l'a déclaré la présidente d'Unia, Vania Alleva, lors du 15^e Congrès féministe de l'Union syndicale suisse (USS): «A une époque où les droits des femmes et des minorités sont attaqués par les forces de droite dans le monde entier, nous nous engageons sans compromis en faveur d'une plus grande égalité. Il faut une pression venant de la base, dans les entreprises, dans la rue. Nous, les syndicats, nous engageons pour des salaires plus élevés pour les femmes, de bons salaires minimaux et une Loi sur l'égalité efficace.»

Tous les quatre ans, des syndicalistes de toute la Suisse se réunissent pour faire avancer les revendications féministes. Aude Spang, secrétaire à l'égalité chez Unia, le formule ainsi dans les intentions: «Les femmes sont importantes pour l'avenir des syndicats. Si nous voulons plus de femmes dans les syndicats, nous devons sensibiliser à la cause féministe.»

EN FINIR AVEC LE HARCÈLEMENT SEXUEL

Outre l'inégalité salariale, le congrès féministe de l'USS met l'accent sur la santé et la sécurité au travail pour les femmes et les personnes queer, ainsi que sur la violence sexuelle. Agota Lavoyer, experte en violence sexuelle, a présenté dans son exposé des chiffres effrayants sur le harcèlement sexuel: 97% des femmes sont victimes de

harcèlement dans l'espace public. Près d'un demi-million de femmes ont été violées en Suisse. Le harcèlement sexuel est également très répandu sur le lieu de travail. La moitié des travailleuses en ont déjà été victimes. Les auteurs sont principalement des hommes. Il ne s'agit pas de sexualité, mais de domination et de pouvoir. Les expériences des femmes vont du sexisme quotidien et des blagues aux attouchements non désirés et aux agressions sexuelles, en passant par les viols et les féminicides.

Le harcèlement sexuel existe dans toutes les professions: dans les bureaux, les ateliers ou sur les chantiers, dans l'hôtellerie et la restauration, dans les transports, dans le secteur de la santé et dans le domaine social. Le congrès féministe de l'USS exige donc, entre autres, des règles et des mesures claires dans toutes les entreprises, des contrôles des dispositions de protection par les inspections du travail, la reconnaissance du harcèlement sexuel comme cause de maladie professionnelle et des campagnes de prévention régulières.

LA NORME MASCULINE REND MALADE

La violence et le harcèlement sur le lieu de travail peuvent également avoir des effets négatifs sur la santé des femmes, allant dans les cas extrêmes jusqu'à une incapacité de travail permanente. Mais ce n'est pas tout: en Suisse, les femmes sont confrontées à une multitude de risques pour leur santé sur leur lieu de travail, bien plus que leurs collègues masculins. Et dans beaucoup de domaines, l'homme reste la norme, y compris sur de nombreux lieux de travail. Prenons l'exemple des conductrices de bus: elles souffrent beaucoup plus souvent de douleurs que les hommes, car le volant et les pédales ne sont pas adaptés à leur morphologie. La protection des femmes enceintes ou allaitantes reste également insuffisante. Contrairement à nos pays voisins, il n'existe par exemple pas de congé maternité prénatal. Les mères ne sont pas non plus suffisamment protégées contre le licenciement: une femme sur sept perd son emploi à



YOSHIKO KUSANO

L'ancienne conseillère fédérale, Ruth Dreifuss, est intervenue à l'estrade du congrès féministe de l'USS.

cause de la maternité. La difficulté de concilier vie professionnelle et vie familiale est l'une des raisons du taux de natalité historiquement bas en Suisse. C'est pourquoi le congrès des femmes de l'USS demande, entre autres, une prolongation de la protection contre le licenciement après l'accouchement. Mais aussi une meilleure protection de la santé des femmes enceintes, ainsi que des mesures visant à améliorer la conciliation entre vie professionnelle et vie familiale, comme, par exemple, une offre publique de garde d'enfants.

LES FEMMES MÉRITENT MIEUX!

La discrimination salariale est un autre thème central du congrès. Les femmes gagnent encore en moyenne 1364 francs de moins par mois que

les hommes! Sur l'ensemble de la vie active, la différence salariale atteint même 43,2%. Parce que les femmes assument la majeure partie du travail domestique non rémunéré, au détriment de leur revenu. Et parce que les femmes travaillent plus souvent dans des secteurs à bas salaires, tels que le nettoyage, la restauration ou le commerce de détail. Les mesures visant à renforcer l'égalité salariale dans les entreprises sont insuffisantes. Notamment parce que seulement 0,8% de toutes les entreprises en Suisse sont tenues de réaliser des analyses sur l'égalité salariale. Et parce qu'il n'y a pas de sanctions en cas d'infraction. Le congrès féministe de l'USS réclame, entre autres, un salaire minimum de

5000 francs pour les personnes actives ayant suivi une formation professionnelle, un 13^e mois de salaire pour tous, des mesures cohérentes contre la discrimination salariale dans les entreprises. Et le travail non rémunéré doit être reconnu comme une expérience professionnelle pour la réinsertion sur le marché du travail. Enfin, le congrès, à travers une résolution spécifique, affirme sa volonté à unir ses forces pour contribuer à la vaste mobilisation qui aura lieu le 14 juin 2027, dans le cadre de la grève féministe. ■

La Suisse s'empare enfin de la lutte contre les violences de genre

ÉGALITÉ Une campagne nationale inédite a été lancée par le Conseil fédéral sur cinq ans. Pour Unia et les collectifs féministes, la démarche est à saluer, mais les moyens alloués sont trop modestes.

Manon Todesco

La conseillère fédérale Elisabeth Baume-Schneider a lancé, le 11 novembre, la toute première campagne nationale de prévention contre les violences domestiques, sexuelles et de genre. En neuf langues et étalée sur cinq ans, avec un budget alloué de 1,5 million de francs par année, la campagne aura pour objectif de lever les tabous autour de ces violences et d'encourager les victimes à parler. «On doit leur dire qu'elles ne sont pas seules, explique la conseillère fédérale à la RTS. C'est un problème de société, pas une responsabilité individuelle. Elles ne doivent plus avoir peur de demander de l'aide.»

Alors que les violences domestiques ont augmenté de 6% entre 2023 et 2024, et que 70% des quelque 21 000 infractions repérées visaient des femmes, cette campagne relève de l'urgence. Baptisé «L'égalité contre la violence», le projet, élaboré sur mandat du Parlement par le Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes, en collaboration avec une alliance regroupant Confédération, cantons, communes et organisations de la société civile, se déclinera en trois étapes. D'abord, l'assistance aux victimes, puis, la sensibilisation et la prévention de l'entourage et, enfin, la prise en charge des auteurs. «Une société plus égalitaire sera davantage en mesure d'éviter que le pouvoir et la domination s'installent et donc de lutter contre la violence», a déclaré Elisabeth Baume-Schneider sur les ondes.

Un site internet* regroupe toutes les informations, conseils et offres de soutien adaptées à chaque situation. Dès mai 2026, le numéro national d'aide

aux victimes 142 sera opérationnel en continu. Enfin, la campagne s'invitera dans l'espace public, à travers les espaces d'affichage et les réseaux sociaux.

IL ÉTAIT TEMPS!

Du côté des collectifs féministes et des syndicats, on salue la prise de conscience – bien que tardive – mais on regrette le manque de moyens. «Cette campagne est exigée par la signature de la Convention d'Istanbul, souligne Aude Spang, secrétaire à l'égalité chez Unia. Un million et demi de francs par an, c'est peu pour une campagne nationale, qui consiste surtout à de la communication. Les campagnes régionales seront essentielles dans ce processus, car elles feront la différence sur le terrain.» ■

* Site internet de la campagne: sans-violence.ch

MOBILISATION CONTRE LES FÉMINICIDES



OLIVIER VOGELSANG

«Nous sommes le cri de celles qui n'ont plus de voix», assène la banderole de tête du cortège féministe lausannois en cette Journée internationale du 25 novembre contre les violences faites aux femmes. La chorale anarchiste entame des chants de lutte, les tambours de Rythm of Resistance accompagnent les cris de révolte de quelque 1500 manifestantes et manifestants. Des bougies et des fleurs sont déposés d'abord à Bel-Air où, début novembre, un féminicide a eu lieu. Puis sur la place du 14 juin, pour toutes les autres. De nombreuses femmes tiennent des pancartes violettes pour chacune des 28 victimes de féminicide en 2025 en Suisse. Une mère porte le portrait de sa fille à bout de bras. Elle s'appelait Kelly et le verdict du procès de son meurtrier est prévu le lendemain. Le ciel semble avoir attendu la fin de la mobilisation pour verser ses larmes. ■ AA

SILVIA LOCATELLI, NOUVELLE DAME DE L'INDUSTRIE À BERNE

INTERVIEW La syndicaliste vient de rejoindre le comité directeur d'Unia après une longue expérience à Neuchâtel. Elle s'occupera d'un secteur confronté à des défis vi aux.

Propos recueillis par Rocco Zacheo

La grève des maçons à La Chaux-de-Fonds est désormais derrière elle. Ce fut un autre moment fort parmi les nombreuses expériences syndicales que Silvia Locatelli a vécu dans son fief, le canton de Neuchâtel. Dans une salle dérobée, la syndicaliste accueille avec un café et entame l'entretien sur un ton convivial. Sa récente nomination au comité directeur d'Unia est une bonne occasion pour évoquer ce qui a été fait durant ses onze années neuchâteloises et ce qu'elle entend accomplir dans ses nouvelles fonctions.

QUESTIONS RÉPONSES

Une page importante de votre vie professionnelle se tourne. Comment vivez-vous ce passage?

Ce sera sans doute moins un déchirement que si je parlais en me disant que je n'allais plus revoir les militants d'ici. Il se trouve que cette région est la plus industrielle de Suisse et, par conséquent, beaucoup de ces militants évoluent dans le secteur de l'industrie dont je vais m'occuper à l'échelle nationale. Quant aux collègues, oui, je vais en perdre beaucoup. Il y a quelques semaines, j'ai assisté à une séance de coordination des secrétaires syndicaux et, à cette occasion, j'ai ressenti des émotions particulières remonter en moi. Ce fut le cas aussi lors des deux journées de grève de la construction.

Est-ce qu'il y a eu des faits qui resteront gravés dans votre mémoire?

Il y a eu un événement marquant avec l'introduction du salaire minimum. On était le premier canton en Suisse à le mettre en œuvre et cela nous a engagés dans une grosse campagne jusqu'à la victoire au Tribunal fédéral. A l'époque, j'avais quitté pendant un temps l'organisation. Pour la petite histoire, je me suis retrouvée par la suite au département cantonal

qui devait faire en sorte d'appliquer cette loi et qui devait rédiger les règlements de sa mise en œuvre. J'ai donc suivi tout le chemin et la vie du salaire minimum. Y compris lorsque je suis revenue chez Unia, en siégeant dans une commission tripartite chargée d'observer son application durant huit ans.

D'autres souvenirs?

Les grèves en général ont laissé beaucoup de beaux souvenirs. Celle des maçons de 2022, puis la dernière ont montré la même ferveur, la même énergie de travailleurs qui se battent pour défendre leurs conditions, en affrontant leur patron et en allant auprès de leurs collègues pour les convaincre d'intégrer la lutte. Un autre moment marquant a été la grève des femmes de 2023, où 150 personnes, dont beaucoup de travailleuses des sociétés Universo, Rubattel & Weyermann et Comadur, ont remis un cahier de revendications à leur direction. Ce fut une mobilisation rare dans l'horlogerie. On était alors en pleine négociation de la convention collective et cette action nous a permis d'affirmer que les travailleuses et les travailleurs étaient prêts à sortir dans la rue pour défendre leurs droits.

Comment a évolué le domaine de l'industrie dans la région?

Si on parle de construction syndicale, il est clair que la logique d'adhésion à un collectif de travailleuses et de travailleurs était plus marquée dans les années 1970 qu'aujourd'hui. Cependant, j'observe que les structures militantes se sont renforcées. Les militants vont au-devant des collègues pour les convaincre de la nécessité de s'unir, ce qui n'est pas une évidence dans un discours ambiant très individualiste. Il y a une prise de conscience, notamment d'une partie de la jeunesse, de l'importance à accorder à la lutte.

D'autres éléments externes frappent cette branche, comme les récents

droits de douane imposés par l'administration Trump. Comment analysez-vous cette situation?

Il ne faut pas prendre cette donnée comme un élément isolé. Ces taxes douanières arrivent dans un contexte confronté à plusieurs défis. La grande famille de l'industrie des machines, par exemple, doit faire face à la question des délocalisations, de la conversion écologique, des frais liés à l'énergie, de l'arrivée progressive de l'IA, susceptible de remplacer un certain nombre d'emplois. Tous ces points représentent des challenges pour lesquels Unia fait des propositions permettant de maintenir l'emploi et d'opérer des conversions auprès des salariés. La politique industrielle a besoin d'un renouveau, les cantons les plus concernés commencent à s'en rendre compte, mais il faut aussi une action coordonnée au niveau de la Confédération. L'industrie horlogère connaît, elle aussi, une importante transformation structurelle. Ici, on s'est rendu compte que, si on voulait survivre, il fallait miser sur la plus-value, sur le *swiss made*, sur la qualité et le luxe. Les entreprises du secteur ont changé leur stratégie et, depuis quelques années, les volumes d'exportation ont baissé, mais les volumes financiers ont augmenté. J'ajouterais enfin qu'une partie de la branche doit répondre au défi de l'éloignement des centres de décision au sein des entreprises, avec la conséquente perte de connaissances sur les produits, sur la main-d'œuvre et sur les savoir-faire.

Quels chantiers vont vous occuper en priorité dans votre nouvelle fonction?

Il faudra se coordonner à l'échelle des régions pour faire entendre aux directions des entreprises que, lorsqu'il y a des crises, le premier réflexe ne doit jamais être celui du licenciement, parce qu'il y a toujours un redémarrage par la suite et qu'il est bien difficile de retrouver la main-d'œuvre et un savoir-faire après coup. Il faut consolider le dialogue avec les partenaires et inclure davantage les



Silvia Locatelli lors du Congrès d'Unia qui s'est tenu en octobre dernier à Brigue.

autorités. Le prolongement de la RHT à vingt-quatre mois est un exemple de réussite, en ce sens: Unia, avec l'Union syndicale suisse, s'est approché des autres partenaires sociaux, a lancé une première salve avec Swissmem, puis avec la Convention patronale de l'horlogerie. Si le nouveau dispositif a pu entrer en force le 1^{er} novembre, c'est parce que nous avons été présents et très actifs.

La protection contre les licenciements abusifs est un point toujours sensible et il a fait l'objet d'un débat animé au dernier Congrès d'Unia. Comment avancer sur ce terrain?

On touche là à une vieille revendication d'Unia. Les travailleuses et les travailleurs ont besoin de cette protection pour pouvoir s'exprimer librement au sein des entreprises.

Aujourd'hui, après des années de discussions, il y a une mesure posée sur la table par le Conseil fédéral. Elle va dans la bonne direction, elle constitue un premier pas dans une législation où il n'y a aucune sorte de protection. On assiste à des licenciements de figures qui font partie de commissions du personnel, qui sont des représentants syndicaux, ou des membres de commissions de prévoyance LPP. Ces licenciements sont des manœuvres d'intimidation des patrons, visant à placer des personnes dociles au sein de ces entités. ■



Notre vidéo:
evenement.ch/videos

Unia se projette vers les vingt prochaines années



La question climatique est centrale pour l'avenir des travailleurs et des travailleuses.

SYNDICALISME Lors du Congrès du syndicat à Brigue, les délégués ont adopté les *Perspectives 2045*, des lignes directrices qui guideront Unia pour les deux décennies à venir.

Manon Todesco

Unia a fêté cette année ses 20 ans et, à l'occasion de son 5^e Congrès ordinaire qui a eu lieu fin octobre à Brigue, il a été question de se projeter sur les vingt années à venir. Le document stratégique *Perspectives 2045* est le fruit d'un travail collectif. «Il constitue une boussole qui nous guidera sur notre chemin», a introduit Yves Deferrard, membre du comité directeur sortant. On y trouve les défis majeurs auxquels se confronteront les travailleurs et les travailleuses ainsi que les domaines d'action syndicale.

Onze axes ont été développés. Parmi eux, la nécessité de mettre la dignité humaine au centre du travail, d'être plus présents dans le tertiaire, d'y recruter la plupart des nouveaux membres et de lutter contre les emplois précaires, le travail temporaire et le travail sur appel. Face à la dérèglementation des rapports de travail, Unia appelle à la solidarité des travailleurs pour surmonter

l'isolement, et à l'extension de leur protection via les CCT. Quant à la numérisation, elle ne doit pas laisser les droits et la protection des salariés de côté. «Le progrès technologique doit bénéficier au plus grand nombre», a souligné Bruna Campanello, du comité directeur. Sur la question de la migration, Unia appelle à renforcer les droits des migrants, à faciliter leur naturalisation et à s'unir contre le racisme et les discriminations. «Nous voulons ensuite une société qui vieillisse dans la dignité, a poursuivi Véronique Polito, vice-présidente d'Unia. C'est un enjeu majeur pour nos retraites, notre système de santé et les soins aux personnes âgées. On a besoin d'une AVS encore plus forte et plus juste.»

SANTÉ, CLIMAT ET SOLIDARITÉ

Bonne transition vers le sujet de la santé. «Le travail ne doit pas rendre malade.» Unia s'attèlera ces vingt prochaines années à se battre pour des horaires de travail et des cadences qui permettent de vivre et de vieillir dans la dignité, mais aussi à demander aux employeurs d'assumer leur responsabilité dans les risques pour la santé liés au travail. Le syndicat s'engagera pour le droit à la formation, la reconnaissance

de l'apprentissage et la reconnaissance des diplômes et de l'expérience obtenus à l'étranger.

La question climatique est aussi centrale pour l'avenir des travailleurs et des travailleuses. Unia s'engagera pour des emplois plus durables, une durée du travail réduite et pour une meilleure protection de la santé. Enfin, Unia appelle à la solidarité internationale, à l'heure où nos démocraties sont en danger et où les mouvements réactionnaires prospèrent. «Nous défendons un Etat de droit, l'autodétermination des peuples et le droit international, a conclu Véronique Polito. Le fascisme n'a pas sa place chez nous. Oui à la liberté, l'égalité et la solidarité internationale!»

Les *Perspectives 2045* ont été adoptées par le Congrès, avec l'ajout d'un nouveau chapitre sur le genre à la demande du Groupe d'intérêts femmes. Celui-ci donne toute sa place aux luttes des femmes et des personnes LGBTQIA+ pour l'égalité et pour une meilleure conciliation entre vie privée et vie professionnelle. ■

TABLE RONDE

SOLIDARITÉS EN GUERRE :ENGAGEMENTS ET CIRCULATIONS TRANSNATIONALES
AUTOUR DE LA GUERRE D'ESPAGNE (1936-1939)**MARDI 9 DÉCEMBRE 2025 | 18H30-20H**Archives contestataires et Collège du travail. Boulevard Carl-Vogt 2
Entrée libre, sur inscription | infomdh@unige.ch

INTERVENANT-ES

Célia Keren (Université Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines)

Pierre Salmon (ENS Paris, IHMC)

Édouard Sill (ICP Paris)

MODÉRATION: Sébastien Farré (UNIGE) et Nathan Rousselot (UCLY)

unige.ch/mdhGenève: manifestation (1936-1939).
Amis de l'Espagne républicaine © Collège du travailArchives
contestatairesCOLLÈGE DU
TRAVAILUCLY
UNIVERSITÉ
CLAUDE
LOUISconfluence
SCIENCES ET HUMANITÉSUNIVERSITÉ
DE GENÈVE**L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL**Place de la Riponne 4
1005 Lausanne
Tél. +41 21 321 14 60
redaction@evenement.ch
www.evenement.chÉDITEUR L'Événement syndical
Syndicat Unia

PRÉSIDENTE Véronique Polito

RÉDACTEUR EN CHEF
Rocco ZacheoRÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE
Sonya Mermoud

ADMINISTRATRICE Barbara Buffa

JOURNALISTES Rocco Zacheo, Sonya
Mermoud, Aline Andrey, Manon Todesco,
Antoine Grosjean**COLLABORATEURS RÉGULIERS**Evelyne Brun, Vincent Di Silvestro,
Christophe Gallaz, Ambroise Héritier,
David Prêtre, Jean-Claude Rennwald**PHOTOGRAPHES**Thierry Porchet,
Olivier VogelsangRÉDACTRICE MÉDIAS EN LIGNE
Virginie Zimmerli**ABONNEMENTS** 19 éditions par an
Abonnement annuel Fr. 60.-
Abonnement de soutien Fr. 100.-
administration@evenement.ch**PUBLICITÉ** pub@evenement.ch**CONCEPTION & MISE EN PAGES**
Atoll "îlots graphiques"
Catherine Gavin**IMPRESSION**
Pressor SA, Delémont
Tirage contrôlé 44 890 exemplaires**L'ÉVÉNEMENT**
SYNDICALTOUT SAVOIR SUR L'ACTUALITÉ SYNDICALE
EN SUISSE ROMANDE ET AILLEURS?**ABONNEZ-VOUS À L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL**

et offrez-vous un regard sur les enjeux sociaux, ici et dans le monde.

**DEUX MOIS D'ESSAI GRATUITS?**

- Je souhaite recevoir gratuitement L'Événement syndical pendant 2 mois.
- Je souscris un abonnement standard à 60 fr. par an.
- Je souscris un abonnement de soutien à 100 fr. par an.

Nom, prénom, adresse

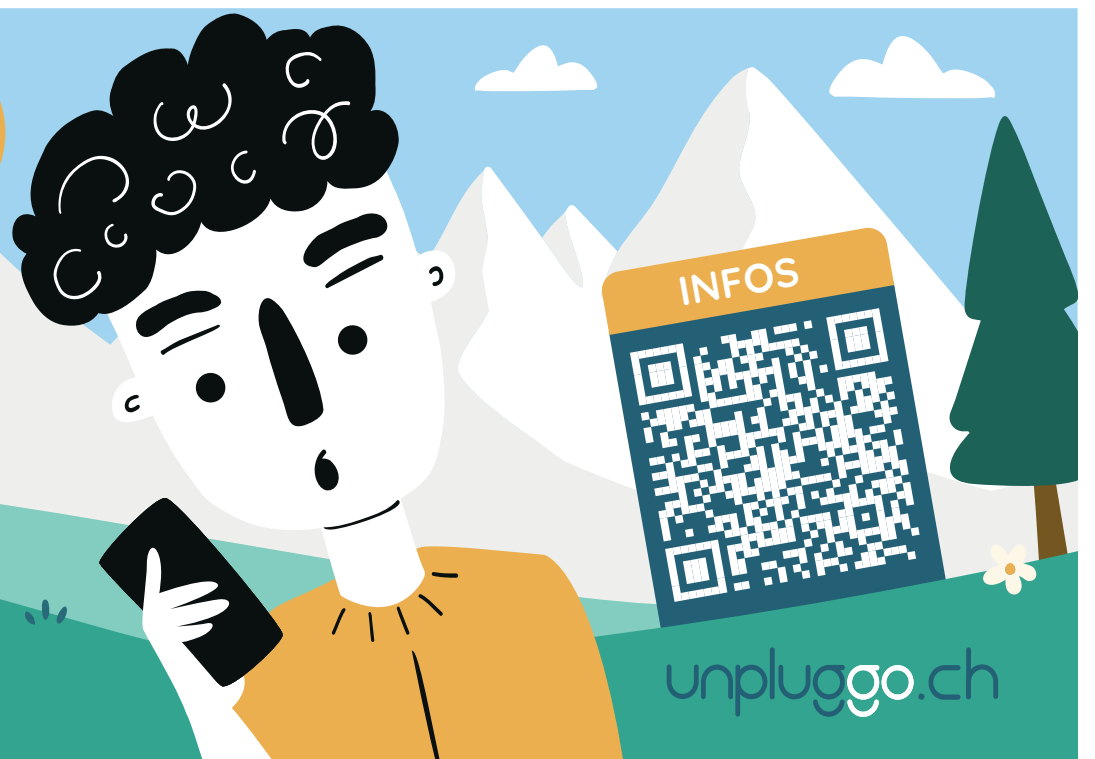
À retourner à L'Événement syndical · pl. de la Riponne 4 · 1005 Lausanne
ou à administration@evenement.ch · evenement.ch/abonnement
tél. 021 321 14 60**WWW.EVENEMENT.CH****TOUT EST
PROTÉGÉ**

SAUF LES RÉFUGIÉS

Agissez sur
amnesty.chAMNESTY
INTERNATIONAL

Votre enfant, proche ou
ami est toujours connecté ?
Ce Noël, offrez-lui un vrai
moment de déconnexion.

Digital Detox Camp - Gastlosen - été 2026

unpluggo.ch

LES TRAVAILLEURS VEULENT LEUR PART DU GÂTEAU

INÉGALITÉS La nouvelle enquête sur les salaires suisses révèle que les rémunérations réelles moyennes stagnent depuis huit ans alors que les dividendes grimpent. L'Union syndicale suisse monte au créneau.

Manon Todesco

Le 25 novembre a eu lieu la présentation de la dernière enquête suisse sur la structure des salaires 2024, réalisée par l'Office fédéral de la statistique (OFS). De nombreuses données ont été communiquées, notamment celle du salaire médian, tous secteurs confondus, qui s'élève à 7024 francs brut par mois pour un plein temps en 2024, contre 6788 francs en 2022. «Le paysage des salaires en Suisse présente toujours des différences importantes selon les régions, a souligné l'OFS, lors de sa conférence de presse. Le salaire médian s'est élevé à 7502 francs dans la région de Zurich contre 5708 francs au Tessin.»

GRANDS ÉCARTS

La pyramide globale des salaires est restée relativement stable entre 2008 et 2024, et les inégalités sont toujours présentes. Les 10% des salariés les moins bien rémunérés ont gagné moins de 4635 francs par mois alors que les 10% les mieux payés ont perçu plus de 12526 francs.

Les différences de salaires sont importantes selon les branches. Le salaire médian est bien plus haut dans les branches à forte valeur ajoutée telles que la recherche et le développement (9139 francs), l'industrie pharmaceutique (10 159 francs), les banques (10 723 francs) ou encore l'industrie du tabac (14 304 francs). Au milieu de l'échelle des salaires, on retrouve des branches telles que la métallurgie (6279 francs), la construction (6616 francs) ou l'industrie des machines (7632 francs). Au bas de la

pyramide salariale figurent le commerce de détail (5214 francs), la restauration (4744 francs) ou encore les services personnels (4496 francs).

ÊTRE UNE FEMME RAPPORTE MOINS

Le permis de séjour est aussi une variable intéressante. Pour les postes n'exigeant pas de responsabilité hiérarchique, les salariés suisses gagnent jusqu'à 1300 francs de plus que la main-d'œuvre étrangère. Par contre, pour les postes exigeant un haut niveau de responsabilité, les permis B, C et G touchent des salaires plus élevés que leurs collègues de nationalité suisse.

Quant aux différences salariales entre hommes et femmes, l'écart global de salaire persiste mais tend à diminuer, passant à 8,4% en 2024 contre 9,5% en 2022, 10,8% en 2020 et 11,5% en 2018. Malgré cette tendance positive, on doit constater que plus la position hiérarchique occupée est élevée, plus l'écart est marqué: les femmes occupant les postes à haute responsabilité ont gagné 10 077 francs brut en 2024 contre 11 715 francs pour leurs collègues masculins, soit une différence de 14%.

Dans la même tendance, 75% des personnes gagnant un salaire supérieur à 16 000 francs par mois sont des hommes, et ces derniers touchent des bonus beaucoup plus hauts que leurs consœurs.

Ce qui nous amène aux bas salaires, fixés en 2024 à une rémunération inférieure à 4683 francs brut par mois pour un emploi à plein temps. Ils représentent un emploi sur dix en Suisse (environ 500 000 au total) et sont massivement représentés par des femmes

qui briguent 62% des jobs payés à moins de 4500 francs brut.

TRAVAILLEURS LÉSÉS

L'Union syndicale suisse (USS) dénonce une stagnation des salaires réels moyens ces huit dernières années (+0,1%) pendant que les revenus des actionnaires prennent l'ascenseur, et ce alors que la Suisse manque de main-d'œuvre qualifiée. «Jamais les salaires n'avaient évolué aussi défavorablement que ces dernières années en Suisse, a déclaré Daniel Lampart, économiste en chef de l'USS. De 2008 à 2016, les salaires réels avaient progressé en moyenne de 1,2% par an.» L'écart salarial s'est de nouveau creusé. Les salaires des cadres ont augmenté de 0,5% à 6% entre 2016 et 2024, alors que les salaires réels des autres ont reculé sur la même période. «Autrefois, il était entendu que les employeurs compensaient au moins le renchérissement pour leur personnel.



THIERRY PORCHET

L'écart global de salaire entre hommes et femmes persiste mais tend à diminuer, passant à 8,4% en 2024 contre 9,5% en 2022, 10,8% en 2020.

Or, entre 2021 et 2024 – des années de forte inflation – cette pratique s'est raréfiée. Dans le même temps, les dividendes versés par les entreprises cotées en bourse ont nettement progressé et les marges sont restées élevées.» L'économiste a appelé à une politique

salariale plus équitable. «Les résultats de l'enquête rappellent qu'il faudra désormais plus de confrontations et une action syndicale plus résolue pour obtenir de véritables hausses de salaires.» ■

Dans la construction, les négociations piétinent toujours

POURPARLERS Malgré huit séances de pourparlers entre syndicats et patronat, aucun accord n'a été trouvé pour la Convention nationale. Les discussions se poursuivront en décembre.

Antoine Grosjean

C'est toujours l'impasse dans les négociations pour le renouvellement de la Convention nationale du secteur principal de la construction. Alors que le processus devait officiellement prendre fin le 28 octobre, trois rondes supplémentaires se sont tenues en vain les 10, 17 et 25 novembre. Cela après que des mouvements de grève

ont eu lieu dans toute la Suisse entre mi-octobre et mi-novembre. Au total, près de 15 000 travailleurs y ont participé. «Les pourparlers intensifs des cycles précédents se sont poursuivis, mais la Société suisse des entrepreneurs (SSE) ne se montre pas prête au compromis sur les points centraux», déplorent les syndicats Unia et Syna dans un communiqué commun. «Afin de parvenir à un accord, des mesures concrètes pour résoudre la crise aiguë de personnel sont nécessaires, à savoir des horaires de travail plus favorables aux familles et la garantie du pouvoir d'achat sur les salaires effectifs. Ce que la SSE empêche actuellement.» Et de rappeler qu'un maçon sur deux quitte la profession prématurément, ce qui fait qu'il manquera un tiers du personnel nécessaire dans le gros œuvre d'ici à 2040.

LE VIDE CONVENTIONNEL SE RAPPROCHE

La fenêtre pour décrocher un accord est de plus en plus étroite, puisque l'actuelle Convention nationale, qui régit les conditions de travail de près de 80 000 travailleurs, arrive à échéance fin décembre. Sans solution d'ici là, la branche se retrouvera en situation de vide conventionnel pour la première fois depuis plus d'une décennie, «ce qui risque d'entraîner une grève nationale», préviennent les syndicats, qui se sont heurtés jusque-là à l'intransigeance de la SSE. Celle-ci souhaite introduire une grande flexibilité du temps de travail annuel, avec des horaires hebdomadaires pouvant s'étirer jusqu'à cinquante heures et la possibilité de faire travailler les ouvriers aussi le samedi.

De leur côté, les syndicats réclament le paiement intégral du temps de déplacement entre l'entreprise et le chantier, une pause du matin payée, des journées de travail plus courtes et la compensation automatique du renchérissement. Les discussions se poursuivront en décembre. ■



THIERRY PORCHET

Entre mi-octobre et mi-novembre, les maçons ont fait des grèves dans toute la Suisse. Le 4 novembre, 7000 d'entre eux sont venus des quatre coins de la Suisse romande manifester à Lausanne.

ÉCLAIRAGE



LES TROMPERIES DE L'INITIATIVE UDC «POUR LA DURABILITÉ»

Rocco Zacheo

Que propose le parti agrarien?

L'initiative tient sur deux articles complémentaires visant à modifier la Constitution. La béliée «Pas de Suisse à 10 millions! (initiative pour la durabilité)», la proposition vise à plafonner la population du pays au seuil indiqué dans le postulat, et à fixer par la même occasion les mesures que les autorités fédérales devront appliquer pour atteindre ce but. Si le seuil de 9,5 millions de résidents est atteint avant 2050, le Conseil fédéral devra soumettre impérativement un projet de loi à l'Assemblée fédérale afin d'atteindre le but démographique fixé par l'UDC. Dans un deuxième temps, lorsque le chiffre de 10 millions sera franchi, les instances compétentes appliqueront toutes les mesures à disposition pour ne plus délivrer les autorisations de séjour ou d'établissement, ni de naturalisation aux personnes admises à titre provisoire.

Quels sont ses dangereux éléments de langage?

Le parti d'extrême droite alimente depuis plusieurs décennies le fantasme d'une Suisse évoluant seule, fière, forte et indépendante, au milieu d'une Europe qui serait, elle, en proie au chaos et à un déclin inéluctable. Bien sûr, cette image se heurte à la réalité d'un monde qui ne peut se passer des interactions supranationales, sur les plans économique, politique et légal. L'isolationnisme que prône l'UDC est un élément de

langage, un outil démagogique qui se traduit dans ce cas particulier par la dénonciation pure et simple des accords internationaux existants. La mise en œuvre de la proposition constituerait une attaque au droit d'asile, au droit à la famille – le regroupement familial étant sévèrement restreint – au droit de s'établir et de travailler légalement (libre circulation des personnes). Un autre élément de langage, surprenant et totalement inédit, surgit encore: il est lié à la nécessité de «protéger l'environnement» et à «l'intérêt de la conservation durable des ressources naturelles». Un recours opportuniste à l'écologie et à l'anxiété que cette question suscite aujourd'hui, par un parti qui n'a jamais soutenu les propositions législatives allant dans ce sens, à l'échelle nationale et locale.

En quoi l'initiative attaque-t-elle le monde du travail?

Avec la résiliation de la libre circulation, c'est tout un pan du droit du travail qui tomberait à l'eau. Les mesures d'accompagnement qui assurent la protection des salaires et des conditions de travail ne seraient plus opérationnelles. Les travailleuses et les travailleurs qui n'ont pas la nationalité suisse seraient soumis à des formes de discriminations qui existaient par le passé. Un nouveau statut de saisonnier s'imposerait, qui assimilerait les migrants à des bras et à des forces productives à exploiter, plutôt qu'à des personnes à accueillir dignement et à intégrer. ■

DE L'IRRESPONSABILITÉ DE LA MULTINATIONALE SOCFIN

ENQUÊTE La firme agroalimentaire, présente à Fribourg, est décriée pour ses graves manquements en termes de respect des droits humains et écologiques sur ses plantations.

Aline Andrey

Exploitation sexuelle, viols, expulsions d'habitants, pollution des terres et des eaux... Les récits des victimes des plantations de la multinationale Socfin sont édifiants. Et ce, depuis des années. La Coalition pour des multinationales responsables a mené l'enquête dans sept pays, en Afrique et en Asie. Là où la multinationale exploite des terres pour le caoutchouc et l'huile de palme. Et ses conclusions rejoignent celles d'autres organisations dont Pain pour le prochain (aujourd'hui EPER) qui dénonçait déjà en 2019 de graves violations de droits humains, notamment au Libéria: perte de terres par les populations locales, destruction de forêts sacrées et de cimetières, contamination de l'eau, violences sexuelles contre les travailleuses par leurs supérieurs et les agents de sécurité des plantations d'hévéas. De surcroît, des femmes vivant à proximité des plantations subissent également des viols. La politique de gestion responsable et durable, dont se targue Socfin sur son site internet, et sa politique contre les harcèlements sexuels

et les violences, ne semblent pas porter leurs fruits.

DÉSASTRE ENVIRONNEMENTAL

«La forêt tropicale continue d'être défrichée pour faire place à de nouvelles plantations, des animaux perdent leur habitat et des populations sont directement concernées par les conséquences sociales et écologiques des plantations en monoculture, dénonce encore la Coalition pour des multinationales responsables. Bon nombre des problèmes décrits durent depuis des années déjà. A différents endroits, la population locale a tenté de s'organiser pour défendre ses droits. Mais les manifestations contre les plantations de Socfin ont régulièrement donné lieu à des violences de la part des forces de l'ordre, qui se rangent souvent du côté des multinationales, beaucoup plus puissantes.»

Plus de 50 000 personnes travaillent pour la multinationale. La Société financière des caoutchoucs (Socfin) créée en 1909, contrôle actuellement, avec Siat (fondée par un ancien collaborateur de Socfinco, une de ses filiales), environ un quart des



Raffinerie d'huile de palme, Mbongo, Cameroun. Les filiales de Socfin (Société Financière des Caoutchoucs) au Cameroun exploitent près de 60 000 hectares de concessions. L'expansion des palmiers à huile et du caoutchouc constitue une menace pour la forêt naturelle et les communautés locales.

plantations industrielles d'huile de palme en Afrique. Ses deux actionnaires majoritaires sont la famille belge Fabri et le groupe français Bolloré. Si son siège est au Luxembourg, plusieurs filiales sont à Fribourg. Selon la Coalition pour des multinationales responsables, c'est un exemple de l'impunité dont jouissent encore les

sociétés en Suisse: «Aujourd'hui, des multinationales de matières premières peuvent opérer depuis la Suisse sans devoir répondre des graves violations des droits humains commises dans leurs plantations. C'est pourquoi l'initiative "pour des multinationales responsables" est nécessaire.» Pour mémoire, elle a été déposée avec près

de 300 000 signatures en mai 2025. Le Conseil fédéral a décidé en septembre de présenter un contre-projet, dont les contours devraient être connus en 2026. ■

Plus d'informations ici:
responsabilite-multinationales.ch

Les salaires vont augmenter dès l'an prochain dans les stations-service

NÉGOCIATIONS Les partenaires sociaux, dont Unia, se sont mis d'accord pour le renouvellement de la convention collective de la branche, qui apporte plusieurs améliorations.

Antoine Grosjean

Alors que les négociations sur la Convention nationale de la construction sont toujours dans l'impasse, cela se passe mieux dans d'autres domaines. C'est notamment le cas pour les shops des stations-service. En effet, les partenaires sociaux – les syndicats Unia, Syna et la Société suisse des employés de commerce d'une part, l'Association de shops de stations-service suisse (AESS) d'autre part – se sont

mis d'accord pour le renouvellement de la Convention collective de travail (CCT) de la branche, qui entrera en vigueur dès le 1^{er} janvier prochain dans toute la Suisse. Elle sera valable durant trois ans. Plusieurs améliorations y ont été apportées. Ainsi, les salaires minimums seront augmentés de 120 francs d'ici à 2028, par paliers de 40 francs par année. En outre, les plannings doivent désormais être communiqués trois semaines à l'avance (au lieu de deux), et la durée minimale d'une période de travail a été fixée à deux heures.

La nouvelle CCT offre également aux personnes employées à faible temps partiel une plus grande flexibilité dans la planification de leurs horaires de travail.

REVALORISER LES BAS SALAIRES

Pour Unia, ces avancées étaient absolument nécessaires afin de revaloriser les bas salaires de la branche. Le syndicat se félicite d'avoir réussi à imposer des hausses identiques dans toute la Suisse, y compris au Tessin. Il souligne que, grâce à ses pressions, les salaires minimums dans les shops des stations-service auront augmenté de 280 francs par mois en dix ans (2018-2028).

De plus, les salariées et les salariés auront droit à un jour supplémentaire de formation continue payé par an, pour un total de cinq jours, et les concepts de sécurité sont renforcés, notamment pour le travail du soir et de nuit. Enfin, le congé d'adoption de deux semaines sera dorénavant payé à 100%, au lieu de 80%.

Par ailleurs, certains acquis que les employeurs remettaient en cause ont finalement pu être préservés. C'est le cas des dix week-ends de congé garantis chaque année pour les personnes travaillant au moins à 60%, ainsi que de la possibilité de passer à un contrat fixe à partir d'une moyenne de 60% de travail effectif pendant un an.

La nouvelle CCT a été déclarée de force obligatoire par le Conseil fédéral. Elle s'appliquera donc dans tout le pays, couvrant environ 14 000 employés. ■

Pour connaître les nouveaux salaires:
unia.ch/fr/professions-branches/shops-de-stations-service



Dans toutes les stations-service de Suisse, les salaires minimaux seront augmentés de 120 francs d'ici à 2028, par paliers de 40 francs par année.

«FENACO POURRAIT ET DEVRAIT FAIRE MIEUX»

INDUSTRIE Unia et Syna n'ont pas trouvé de terrain d'entente avec la coopérative agroalimentaire en matière de négociations salariales. Et qualifient l'augmentation salariale décidée d'insuffisante.

Sonya Mermoud

«Nous sommes déçus. Fenaco pourrait et devrait faire mieux. L'entreprise est saine et a les moyens. Mais elle préfère investir dans les infrastructures plutôt que dans son personnel.» Coresponsable du secteur industrie d'Unia, Corinne Schärer commente l'issue des négociations sur les l'augmentation des salaires. Bien que les pourparlers avec la coopérative agroalimentaire se soient déroulés dans une ambiance constructive, soulignent Unia et Syna dans un communiqué de presse, le résultat n'a pas été à la hauteur des attentes. Raison pour laquelle les syndicats l'ont rejeté. Pour la troisième année consécutive le processus ne débouche ainsi sur aucun accord. Concrètement, Fenaco veut augmenter la masse salariale de 1%, dont la plus grosse partie sera distribuée au mérite et seulement une petite proportion sous forme de hausse générale, à savoir 0,1%. «Cette part est clairement trop faible et reste inférieure au renchérissement annuel. En plus, elle ne représente qu'une compensation des augmentations des cotisations sociales. Elle ne tient pas compte de l'engagement des travailleuses et des travailleurs», dénonce la syndicaliste, tout en insistant sur la hausse générale des prix entre primes maladie et coût de la vie. Et en rappelant qu'Unia réclamait entre 2% et 2,5% supplémentaires.

UN PAS DANS LA BONNE DIRECTION

Pour la responsable d'Unia, l'augmentation générale des rémunérations défendue répond à un réel besoin. D'autant plus que les salaires minimums s'avèrent bas et ne suffisent pas pour vivre, s'élevant actuellement à 4000 francs. Ils seront toutefois relevés de 50 francs dans le domaine de l'industrie alimentaire à partir de 2027, et de 100 francs dans les autres secteurs d'activité dès l'an prochain. Un pas dans la bonne direction, jugent les partenaires sociaux, mais qui demeure insuffisant. Fenaco emploie 11 000 personnes actives dans la production alimentaire, le commerce de détail ainsi que dans les secteurs de l'énergie et de l'agriculture. Parmi elles, environ 6000 sont soumises à la convention collective de travail dans le cadre de laquelle Unia et Syna négocient chaque année l'augmentation salariale. ■

GENÈVE

Après l'annulation de la votation sur l'ouverture des magasins le dimanche, la gauche contre-attaque.

PAGE 11



INTERVIEW

L'économiste Marc Chesney nous alerte sur les dangers de la finance casino.

PAGE 13



PAUSE CAFÉ

Virginie Mouche, mobilisée contre les injustices dans le monde du travail.

PAGE 14

«LA RESPONSABILITÉ SOLIDAIRE DOIT ÊTRE AMÉLIORÉE»

DUMPING Après onze ans de procédure, des travailleurs détachés de Pologne exploités sur un chantier public genevois ont pu être indemnisés. Un parcours du combattant soutenu par Unia.

Manon Todesco

L'heure est au soulagement pour les anciens travailleurs de Blato, une entreprise de sous-traitance polonaise dans le domaine du bâtiment. Ils ont enfin obtenu gain de cause après onze ans de procédure. Rappelons brièvement les faits. En 2014, alerté par d'autres ouvriers du chantier public des Hôpitaux universitaires de Genève BATLab, Unia effectue un contrôle et constate de multiples violations du droit du travail concernant les employés de Blato, sous-traitant de l'entreprise allemande Lindner Fassaden GmbH. En effet, ils sont rémunérés 8 euros l'heure, les frais et les vacances ne sont pas payés, le temps de travail pas respecté et, de surcroît, ils logent à 50 kilomètres du chantier, en France, entassés dans des logements à la limite de la salubrité. A la suite du contrôle, les travailleurs de Blato seront amenés de force en Allemagne et contraints de signer des fausses fiches de salaire. Unia s'engage dès lors à soutenir ces quatre travailleurs, notamment lors d'un procès aux Prud'hommes. Le parcours aura été un véritable chemin de croix, mais aboutit, onze ans plus tard, à l'indemnisation complète des travailleurs, soit environ 25 000 francs chacun d'arriérés de salaires.

LES LACUNES DU SYSTÈME

Certes, on peut parler d'une victoire, mais le chemin aura été semé d'embûches. Lors d'une conférence de presse le 18 novembre, Unia et les avocats en charge du dossier sont revenus sur les limites du principe de responsabilité solidaire, et l'urgence de l'améliorer. «En 2017, dans un jugement définitif, le Tribunal des prud'hommes a admis la totalité des créances des travailleurs, tout comme le fait que Lindner n'a pas rempli son devoir de diligence. Donc ces derniers obtiennent gain de cause sur le fond, mais le Tribunal estime par ailleurs qu'on ne peut pas engager la responsabilité de Lindner, car la condition de subsidiarité n'est pas remplie», explique M^{re} Caroline Renold, avocate. Pourtant, Blato et ses responsables sont aux abonnés absents et ne répondent à aucune convocation: une vraie entreprise fantôme.

«Les travailleurs ont donc dû agir en Pologne et obtiennent, en 2023, la radiation de l'entreprise, poursuit-elle. Une nouvelle requête contre Lindner est déposée en 2024 pour engager sa responsabilité en tant qu'entreprise principale et, en septembre dernier, un accord est conclu. Le dénouement est favorable, bien que les travailleurs se retrouvent spoliés de leurs cotisations sociales, la Loi sur les travailleurs détachés prévoyant que seul le salaire net est dû...»

SOUTIEN DÉTERMINANT D'UNIA

Un chemin de croix qui n'est pas accessible à tout le monde, dénonce M^{re} Christian Dandrès, autre avocat chargé de cette affaire. «La loi exige qu'il faut d'abord poursuivre son employeur dans son pays d'origine, et ce n'est qu'en cas d'échec qu'on peut se retourner contre l'entreprise principale. Il faut monter le dossier, faire venir les plaignants lors des audiences, les loger en Suisse, prévoir des interprètes: tout cela est lourd en logistique et coûteux en frais. Sans Unia derrière, ils n'auraient jamais intenté cette procédure, faute d'armes suffisantes. Le principe de responsabilité solidaire est un bon pas, mais il faut faire un effort supplémentaire pour que les travailleurs exploités soient plus facilement protégés. Cette affaire a levé le voile sur une réalité sordide, qui est celle de la surexploitation d'employés très précaires venant de régions pauvres de l'Europe. Ce n'est pas une erreur, mais un véritable système.»

Les trois travailleurs victorieux sont ravis, rapporte Artur Bienko, secrétaire syndical d'Unia Genève, d'origine polonaise, qui a fait le lien avec eux. «Ils n'y croyaient plus. Ils ont bien rebondi depuis. Ils ont fondé leurs familles, l'un d'entre eux a monté une entreprise familiale, un autre a décroché un emploi stable en Pologne.»

UNE LOI AU BILAN MITIGÉ

Nico Lutz, membre du comité directeur d'Unia responsable du secteur de la construction, revient sur l'introduction de la responsabilité solidaire en 2012, après une campagne politique et syndicale de plusieurs années. «De nombreux scandales de dumping salarial ont secoué la Suisse.» Les employeurs ont rallié la



NELL LABRADOR

En 2014, sur un chantier public des Hôpitaux universitaires de Genève, Unia avait constaté de multiples violations du droit du travail par un sous-traitant polonais, dont les employés étaient entre autres payés 8 euros de l'heure.

cause et une loi a pu être votée par le Parlement. Le bilan est mitigé. «Politiquement, l'impact a été assez important, car les entrepreneurs se sont retrouvés confrontés à des risques engageant leur responsabilité et ils ont commencé à être plus attentifs à qui ils donnaient du travail. Et indirectement, quand on a arrêté les chantiers face à un cas de dumping crasse, les entreprises ont souvent été prêtes à régler les créances afin de ne pas perdre de temps et d'éviter d'avoir affaire à la justice.» Juridiquement, par contre, le responsable syndical déplore que la responsabilité solidaire soit restée lettre morte. «Le procès BATLab a mis en lumière les difficultés juridiques. C'est

l'un des rares cas où la responsabilité des sous-traitants a conduit à une indemnisation des travailleurs lésés.» Partant, les syndicats ont demandé une extension de la responsabilité

Cette affaire a levé le voile sur une réalité sordide, qui est celle de la surexploitation d'employés très précaires venant de régions pauvres de l'Europe

solidaire dans le cadre du dernier paquet de mesures visant à garantir la protection des salaires (Bilatérales III). «Si elle est adoptée par le Parlement, cette mesure exigera que le premier sous-traitant soit non

seulement responsable des créances des travailleurs concernés mais aussi des créances des organes de contrôle, soit des amendes et autres imposées par les commissions paritaires», souligne Nico Lutz. L'objectif? Permettre une plus grande pression sur les entreprises principales afin qu'elles travaillent avec des entreprises qui n'ont pas commis d'infractions. «C'est une amélioration essentielle et nécessaire, même si elle ne va pas tout résoudre, reprend-il, car le dumping reste un problème en Suisse. Il faut davantage de contrôles et de mesures efficaces de protection des salaires!» ■

Les paysagistes gagneront davantage

Aline Andrey

«Les négociations se sont bien déroulées!» Ivo Leo, secrétaire syndical d'Unia Fribourg, se réjouit de l'augmentation générale des salaires pour les paysagistes soumis à la Convention collective de travail (CCT) de la branche pour les cantons de Fribourg, Neuchâtel,

Jura et Jura bernois ainsi qu'aux communes de Bienne et d'Évilard-Macolin. Une seule rencontre aura suffi aux partenaires sociaux – Unia, Syna, JardinSuisse canton de Fribourg et BEJUNE, et Grüne Berufe Schweiz – pour se mettre d'accord sur une hausse de 2,2% au 1^{er} janvier 2026; puis de 1,1% au 1^{er} janvier 2027 (à moins d'une variation importante

de l'indice nationale des prix à la consommation). «Les employeurs ayant déjà accordé une augmentation salariale entre le 31 décembre 2024 et le 31 décembre 2025 peuvent déduire ce montant de l'augmentation de 2,2% imposée par le présent accord, précise toutefois le communiqué de presse commun des partenaires sociaux. En 2024, la

revalorisation des salaires au 1^{er} janvier 2025 n'avait pas encore fait l'objet d'un cadre de négociations formalisé, laissant aux entreprises la possibilité d'ajuster librement les rémunérations. Les partenaires sociaux ont pris en considération ces démarches volontaires dans leurs échanges. L'accord trouvé permet ainsi de valoriser la branche tout en équilibrant

les réalités économiques des entreprises et les attentes des salariés.» La CCT de force obligatoire entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2024 prévoit des salaires minimums de 4050 francs pour un aide-paysagiste à 5325 francs pour un contremaître. En Suisse romande, les autres cantons – Vaud, Genève et Valais – ont chacun leur propre CCT. ■

«C'EST UN HOLD-UP DÉMOCRATIQUE!»

VENTE Le comité référendaire contre l'extension des ouvertures dominicales dans le commerce de détail à Genève dénonce l'annulation de la votation et dépose un nouveau projet de loi.

Manon Todesco

Lors d'une conférence de presse qui s'est tenue le 19 novembre, le comité référendaire contre l'extension des ouvertures dominicales a dénoncé une situation «devenue intenable» autour du report de la votation prévue le 30 novembre 2025. Selon ses membres, la décision du Conseil d'Etat de suspendre le scrutin, puis d'autoriser l'ouverture des magasins le dimanche 21 décembre 2025 crée un «brouillage institutionnel» qui empêcherait la population de se prononcer clairement sur le travail dominical. Pour bref rappel, près de 8000 personnes avaient signé au printemps un référendum contre l'ouverture des magasins deux dimanches supplémentaires par an dans une branche dépourvue de convention collective de travail (CCT) étendue. Le Conseil d'Etat a annulé la votation en invoquant un arrêt du Tribunal fédéral, estimant nécessaire de clarifier la base légale avant tout nouveau scrutin. Une nouvelle date a été fixée au 14 juin 2026.

PROVOCATION DES AUTORITÉS

Pour les référendaires, la lecture du Conseil d'Etat est erronée. «L'arrêt du Tribunal fédéral ne ferme pas le débat, insistent-ils dans un communiqué de presse. Il demande au contraire de clarifier les intentions du législateur.» Ils estiment que le scrutin de novembre aurait permis à la population de choisir entre plusieurs options clairement

identifiées, notamment la possibilité d'interdire les ouvertures dominicales en l'absence de CCT étendue. Quant à l'autorisation d'ouverture du 21 décembre, elle est particulièrement critiquée. Le comité y voit «une véritable provocation», prise sans consultation populaire et «sans base légale valable».

VERS UN RECOURS?

Face à cette situation, les Vert-e-s et le Parti socialiste, membres du comité référendaire, ont déposé un projet de loi visant à abroger l'article 18A de la Loi sur les horaires d'ouverture des magasins (LHOM), qui prévoit l'ouverture de trois dimanches par an au bout du lac. Pour le député socialiste Romain de Sainte-Marie, il s'agit d'empêcher «un véritable hold-up démocratique». Le député Vert Pierre Eckert souligne l'importance de clarifier la question avant la future votation et de «garantir un débat démocratique le 14 juin prochain en donnant un choix clair à l'électorat: soit zéro dimanche, soit deux dimanches».

Les référendaires expliquent que la décision du Conseil d'Etat crée un déséquilibre en faveur de celles et ceux qui souhaitent étendre le travail dominical. Selon eux, la confusion actuelle «profite à ceux qui veulent banaliser le travail du dimanche, dans un secteur où les salaires sont bas et la flexibilité déjà maximale».

Les syndicats déplorent que le personnel ait été lâché par le Tribunal fédéral



Les référendaires estiment que le scrutin de novembre aurait permis à la population de choisir entre plusieurs options identifiées.

et par le Conseil d'Etat. «Heureusement qu'il y a les syndicats et les partis de gauche pour les défendre, s'indigne Lucile Grandjean, d'Unia Genève. Ce sont des salarié-e-s qui ont déjà des conditions de travail difficiles, avec des horaires de travail très flexibles et des salaires pas mirobolants. Les militants, qui se sont organisés en comité contre les ouvertures du dimanche, sont perdus face à ce patatouille politico-juridique.»

Il y a également une inquiétude quant au caractère «volontaire» du travail dominical annoncé pour le 21 décembre, car «sa compensation se fera au détriment d'un jour de congé des collègues». Un recours contre l'autorisation d'ouverture ce jour-là est actuellement étudié.

Le comité référendaire rappelle que les Genevois et les Genevoises se sont prononcés à plusieurs reprises sur le travail dominical. Selon lui, seule une

consultation populaire permettra de stabiliser un cadre juridique qui, aujourd'hui, reste flou. «La décision doit revenir pleinement à la population, dont font partie les travailleuses et les travailleurs de la vente.»

Le comité appelle le Conseil d'Etat à «respecter ses propres engagements» et à garantir un débat «clair, cohérent et démocratique» en vue de la votation de juin 2026. ■

Mobilisation historique de la fonction publique vaudoise

GRÈVE Actions et manifestations ont mobilisé plusieurs dizaines de milliers d'employés du canton de Vaud pendant trois jours contre les coupes budgétaires prévues.

Aline Andrey

La fonction publique vaudoise s'est mobilisée massivement le 18, 25 et 26 novembre. Des journées de grève et des actions symboliques se sont déroulées dans les écoles, les gymnases, l'université, les hôpitaux, les milieux d'accueil de la petite enfance, les structures sociales, l'Evam et le Sleep-in, l'administration et même la police. Des gestes de soutien ont eu lieu également dans les secteurs parapublics, notamment dans les hôpitaux régionaux et dans les EMS. Les accueillantes en milieu familial ont aussi publié une lettre ouverte au Conseil d'Etat et au Grand Conseil vaudois pour rappeler l'importance de leur métier, pourtant si mal payé. Le 18 novembre, en début de soirée,

plus de 20 000 personnes ont défilé dans les rues lausannoises, à l'appel des syndicats SSP, Sud et FSF. Soit davantage que lors de la première manifestation du 2 octobre. Au moment de l'impression de ce journal, le 26 novembre, un nouveau cortège était prévu dans la capitale vaudoise.

RÉPARTIR LES SACRIFICES

Les syndicats, dans un communiqué unitaire daté du 18 novembre, parlent d'une «mobilisation historique qui change la donne»: «Le Conseil d'Etat ne peut donc persister à refuser d'ouvrir de véritables négociations sur les coupes prévues au vu de la colère qui s'est exprimée dans tout le canton.»

Pour rappel, face à son déficit budgétaire, le Gouvernement vaudois prévoit des économies de 305 millions de francs, essentiellement dans la santé, le social et l'éducation. Une contribution de crise est imposée aux salariés, à hauteur de 0,7% des salaires (à partir de la classe 5). «Si un effort collectif doit être consenti, il doit d'abord venir de celles et ceux

qui en ont les moyens: les contribuables les plus fortunés du canton. La solidarité ne peut pas être à sens unique, et la justice sociale exige que les sacrifices soient équitablement répartis», demande une motion des députés de gauche du Grand Conseil, déposée début octobre. Ceux-ci rappellent de surcroît que la mauvaise application du bouclier fiscal a permis aux plus riches «de réduire indûment leur charge fiscale» pour un montant estimé de 40 à 80 millions de francs par année. «Ce sont donc des centaines de millions qui ont échappé aux caisses publiques, privant la collectivité de ressources essentielles.»

UNE QUESTION DE COHÉSION SOCIALE

Pour 2026, le Parti socialiste, les Verts, Ensemble à gauche et le POP estiment donc «juste et nécessaire que les plus aisés fassent, eux aussi, leur part». Ils rappellent, dans une lettre de soutien à la mobilisation, que «les services publics constituent le cœur battant de notre société. Ils garantissent l'égalité



Le 18 novembre, en fin d'après-midi, plus de 20 000 personnes ont défilé dans les rues lausannoises, à l'appel des syndicats SSP, Sud et FSF.

d'accès aux droits, la cohésion sociale et la qualité de vie de toutes et tous.» A noter que le mouvement vaudois n'est pas isolé. A Genève et à Fribourg,

des milliers de personnes se sont également mobilisées récemment contre les mesures d'austérité qui touchent leurs cantons. ■

EN UN CLIN D'OEIL

Rassemblement à Genève pour le climat



Pendant qu'experts et gouvernements discutaient de climat à Belém, au Brésil, où s'est tenue la COP 30 du 10 au 21 novembre, près de 500 personnes ont défilé le 15 novembre à Genève pour souligner le fait que, dix ans après la signature de l'Accord de Paris, ses objectifs



sont loin d'être atteints. Les manifestants, venus à l'appel d'une quarantaine de partis et d'organisations de gauche et écologistes, jugent que la politique climatique suisse est insuffisante. Ils demandent que le pays renonce aux compensations à l'étranger et prenne des mesures pour



réduire les émissions de gaz à effet de serre sur son propre territoire, notamment dans les transports terrestres et aériens. ■

Antoine Grosjean/photos Olivier Vogelsang

«LE CINÉMA EST UN MOYEN DE LUTTER POUR NOTRE DROIT À LA LIBERTÉ»

7^e ART A l'occasion du festival «Palestine, filmer c'est exister», le réalisateur Waseem Khair et sa coproductrice Mariam Basha parlent de leur travail dans le contexte de la guerre à Gaza.

Antoine Grosjean

Alors que ces deux années de guerre dévastatrice à Gaza ont porté à leur paroxysme les souffrances du peuple palestinien, la voix de celui-ci continue de nous être transmise par le festival «Palestine, filmer c'est exister». La 14^e édition, qui se tient du 26 au 30 novembre à Genève, prend toutefois dans ce contexte une tonalité particulièrement militante, en faisant le lien entre différentes générations de cinéastes, du cinéma révolutionnaire des années 1960-1980 jusqu'à nos jours. Plusieurs réalisateurs et réalisatrices palestiniens sont invités pour des rencontres avec le public. C'est le cas de Waseem Khair, qui vient présenter deux courts métrages – un documentaire, *120 km*, et une fiction, *Gaza Bride 17*. Nous l'avons interviewé, en compagnie de sa coproductrice, Mariam Basha.

Waseem Khair, votre court métrage «Gaza Bride 17», sorti en 2025, est-il une réaction à la guerre qui a ravagé Gaza depuis deux ans?
Waseem Khair (WK): En fait, nous avions terminé le tournage trois mois avant le 7 octobre 2023. Mais ensuite, le projet est resté bloqué parce qu'après cette date, plus personne ne voulait entendre parler de Gaza et des Palestiniens, en tout cas au début. Puis, ça a changé, et nous avons pu achever la post-production. Malheureusement, notre ami Rushdi Sarraj, un journaliste et documentariste de Gaza qui a tourné sur place certaines des images du film, n'aura pas pu voir le résultat. Il a été tué en novembre 2023 lors d'une frappe israélienne, trois semaines après le début du génocide.

Est-ce que les événements ont fait évoluer votre projet?
WK: Non, nous n'avons rien changé au film. Il parle du syndrome de stress post-traumatique sous l'occupation israélienne. Gaza est assiégée et, pour moi, le génocide ne change rien à cette situation. C'est très dur, beaucoup de gens sont morts depuis deux ans, mais l'occupation et l'apartheid en Palestine, et à Gaza en particulier,

ne datent pas du 7 octobre. L'histoire que raconte *Gaza Bride 17* est donc toujours d'actualité.

Montrer vos films à l'étranger, est-ce une manière faire entendre la voix des Palestiniens?
WK: Oui, c'est très important, car le conflit israélo-palestinien porte également sur le récit qui en est fait. La propagande israélienne essaie toujours de dépeindre les Palestiniens comme des gens qui aiment tuer et se faire tuer, et tous ces stéréotypes sur le martyr. Mais vous savez, nous, les Palestiniens, sommes des gens qui aiment la vie.
Mariam Basha (MB): Bien sûr, il est très important non seulement que nos films et nos œuvres soient diffusés, mais aussi que les gens apprennent à connaître les personnes qui se cachent derrière. Chaque Palestinien a sa propre histoire à partager avec le monde entier. C'est notre façon de résister.
WK: Je ne me sers pas d'armes à feu, mais la caméra, le cinéma, le théâtre, raconter des histoires, ce sont mes armes à moi. Nous croyons en la force de nos mots, de notre art. J'ai été poursuivi à plusieurs reprises par les autorités israéliennes à cause de mon travail, notamment dans le cadre du documentaire *120 km*. Une partie du matériel que nous avions tourné a été saisie et on ne nous l'a jamais rendue. C'est la preuve que l'art est un moyen de lutter pour notre droit à la liberté.

Qu'est-ce qui a changé dans votre façon de travailler depuis le 7 octobre?
WK: Depuis le début du génocide, je n'arrête pas de réfléchir à la manière de rendre mon travail artistique plus efficace. Nos outils sont devenus trop limités pour exprimer l'ampleur des souffrances du peuple palestinien. Il faut les faire évoluer.
MB: Psychologiquement, il est très difficile de travailler depuis le début du génocide, parce que nous ressentons beaucoup de colère et de tristesse, et les images que nous voyons depuis deux ans sont horribles. Dans ce contexte, il faut déployer encore plus de volonté et d'efforts pour se



Gaza Bride 17 raconte l'histoire d'un pêcheur palestinien dont le fils est tué par des soldats israéliens et qui se retrouve piégé dans ses souvenirs et ses souffrances psychologiques.

mettre à écrire et monter une pièce de théâtre ou un film.

Vous travaillez actuellement sur un projet de long métrage. De quoi parle-t-il?
WK: Cela s'intitule *-40*. Ça parle des corps de Palestiniens morts qui sont conservés dans les chambres froides des morgues israéliennes. J'ai commencé à en écrire le scénario deux ou trois ans avant le génocide, mais maintenant, ce sujet prend une nouvelle résonance. Je ne sais pas s'il existe un autre endroit dans le monde où ce genre de chose existe. Aujourd'hui, plus de 2000 corps de Palestiniens sont conservés dans les morgues israéliennes, certains depuis les années 1960-1970. Leurs proches, leurs familles n'ont toujours pas eu la possibilité de les pleurer et de les enterrer. Ce sujet n'avait jamais été traité auparavant dans le cinéma palestinien.

«Gaza Bride 17» a été coproduit par Roger Waters, l'ex-membre de Pink Floyd. Comment en êtes-vous venu à travailler avec lui?
WK: Nous cherchions des fonds pour achever la post-production. Comme Roger Waters est quelqu'un qui soutient beaucoup la cause

palestinienne, et en particulier les artistes, nous l'avons contacté et il a tenu à participer au projet après avoir vu la première ébauche de montage. Je lui dis un grand merci, car sans son soutien, il aurait été très compliqué de terminer le film.

Est-ce particulièrement difficile pour les cinéastes palestiniens d'assurer le financement de leurs films?
MB: En général, oui. Jusqu'à peu, il n'y avait pas de fonds national pour le cinéma en Palestine. Donc, soit nous dépendions des fonds internationaux, soit des fonds arabes, qui sont très rares et très compétitifs. Cela ne fait qu'un an que le Palestine Film Institute a été créé, ce qui est une très bonne avancée pour le cinéma palestinien.
WK: Ce qui est compliqué aussi, c'est que la plupart des producteurs étrangers ont des idées préconçues sur les sujets que doivent aborder les films palestiniens. Si vous ne parlez pas des checkpoints, du mur de séparation ou de l'occupation, ça ne les intéresse pas. A l'inverse, il y a des choses qu'ils refusent de voir à l'écran, même si elles sont vraies. Nous avions de la peine à trouver des fonds pour *Gaza Bride 17*, à cause de la scène où le fils du personnage principal se fait tuer

par des soldats israéliens. Pourtant, ce sont des choses qui arrivent dans la réalité. ■

Rencontres cinématographiques
«Palestine, filmer c'est exister».
Du 26 au 30 novembre, aux Cinémas du Grütli et au Musée d'ethnographie de Genève.
Programme et renseignements:
palestine-fce.ch



Waseem Khair.

Le sourire pour résistance

PUBLICATION Inspirée par son vécu et celui d'autres jeunes, Albina Kurtisi traite dans son livre, «L'apprenti, cet abruti», du problème du mobbing. Touchant.

Textes Sonya Mermoud

Alma, apprentie dans le service juridique d'une entreprise, se heurte à une formatrice plus encline à la dénigrer qu'à lui apprendre son travail. Figure d'autorité inflexible, celle-ci la soumet à une pression constante, entre humiliations,

isolement méthodique et interdiction de se confier à ses collègues. Et tous les efforts de l'adolescente pour donner satisfaction à sa supérieure restent vains. Evoluant dans un climat de peur et de manipulations, Alma fait profil bas, armée de son seul sourire en guise de résistance. Jusqu'au jour où, à bout, elle ose briser le mur du silence et alerter un chef sur l'attitude de l'encadrante. Rédigé dans un langage simple, le récit met en lumière les injustices et les vexations à répétition subies par l'apprentie prise en grippe, sans raison, par sa référente, jusqu'à ce que se libère la parole...

DES FORMES DE MALTRAITANCE
«C'est un roman autobiographique, inspiré de mon vécu, mais aussi de celui d'autres jeunes», précise Albina Kurtisi. L'auteure, qui travaille aujourd'hui pour la Confédération, est en effet passée par la case apprentissage. Titulaire d'un CFC d'employée de commerce, elle s'est servie de son

expérience et de celle de ses pairs, et affirme que le mobbing est fréquent dans le milieu de la formation professionnelle. «Il peut prendre différentes formes. Nombre d'apprentis subissent de la maltraitance. Nous en parlions souvent entre nous.» Selon elle, les personnes œuvrant comme commissaires d'apprentissage n'offrent pas non plus de garanties contre cette dérive. «Dans mon cas par exemple, la commissaire connaissait ma formatrice. Difficile dès lors de se confier, de lui faire confiance. On peut aussi se poser des questions quant au crédit accordé à la parole d'un jeune de 15-16 ans contre celle d'un adulte?» poursuit Albina Kurtisi, dont l'héroïne de son histoire, paralysée par la peur d'être virée, gardera ses souffrances pour elle deux ans durant. Alors que ses parents lui conseilleront aussi de serrer les dents...

L'ÉCRITURE, REMÈDE À LA TIMIDITÉ
«Beaucoup d'apprentis se trouvent dans des situations similaires. J'ai écrit

cet ouvrage pour eux, mais aussi pour les formateurs. Pour attirer leur attention sur des situations qui ne sont pas toujours, à tort, considérées comme du mobbing», ajoute Albina Kurtisi, soucieuse de médiatiser la problématique dans l'espoir de sa résolution. Bien que travaillant à plein temps, la fraîche trentenaire trouve des espaces pour écrire, notamment lors de ses trajets quotidiens en train. «C'est une passion. Plus jeune, j'étais très timide. Je craignais de m'exprimer. L'écriture m'a aussi permis de me libérer de tout ce qui n'allait pas, y compris dans cette dernière publication», indique encore la Macédonienne d'origine, arrivée à Moudon en 2001 avec sa famille, fuyant la guerre. «J'étais alors âgée de 6 ans. C'était difficile. Je ne parlais qu'albanais. J'avais le sentiment d'être différente même si ce n'était finalement pas vraiment le cas», indique l'auteure, qui racontera son exil dans un premier livre, *Au nom de mon père*. Aujourd'hui, Albina Kurtisi réfléchit

à un nouvel ouvrage. On ne doute pas que cette femme déterminée, qui aime aider les gens, débattre et chercher des solutions, trouvera un autre sujet propre à faire mouche... ■

RÉINJECTER DE L'HUMAIN

Secrétaire nationale à la jeunesse d'Unia, Félicia Fasel salue l'initiative, rappelant que, selon un récent sondage d'Unia, les cas de mobbing dans le cadre de l'apprentissage sont fréquents. «36% des jeunes interviewés ont dit vivre ou avoir vécu du harcèlement moral sur leur lieu de travail et 15% de manière fréquente.» Dans ce contexte, la syndicaliste estime que sont importants tous les outils favorisant la sensibilisation et la discussion sur la problématique. Et rappelle la nécessité de «réinjecter de l'humain dans la formation professionnelle». ■



«POUR SAUVER LA PLANÈTE, IL FAUT ARRÊTER AVEC LA FINANCE CASINO»

Guerres, destructions environnementales, inégalités, montée de l'extrême droite: le monde est en crise et l'une des causes est la croissance de la finance spéculative. C'est ce qu'analyse l'économiste suisse Marc Chesney dans son dernier ouvrage. Entretien.

Federico Franchini, «Area»

QUESTIONS RÉPONSES

Marc Chesney, au début de votre livre, on retrouve une reproduction du Cri, du peintre norvégien Edvard Munch. Que représente ce cri?

Mon livre est un cri d'alarme face aux catastrophes, qu'elles soient passées, présentes ou à venir si rien n'est entrepris. Analyser la situation et réfléchir aux solutions permet de faire régner le sentiment d'impuissance ou l'angoisse qui nous assaille.

Vous faites une analyse critique de la finance casino. Pouvez-vous d'abord nous expliquer ce qu'est cette finance casino et comment elle s'est développée dans les dernières années?

La finance casino est un système hautement instable caractérisé par des paris et des dettes, qui ne cesse de prendre de l'ampleur, et dont les risques, à partir d'un certain niveau, sont assumés par le contribuable. Effectuer des montages tant douteux que complexes, et placer à grande vitesse des mises, dans le cadre de marchés financiers dérégulés et manipulés, sont d'autres caractéristiques saillantes de la finance casino. Celle-ci pompe des capitaux en provenance de secteurs dits productifs, pour les transformer en mises pour ses paris démesurés ou en gages pour ses opérations douteuses.

Vous consacrez un chapitre à l'affaire Credit Suisse. Quels sont les éléments qui vous ont le plus choqué, dans cette affaire qui a débouché en 2023 sur la disparition de la deuxième plus grande banque suisse?

Credit Suisse (CS) était un acteur majeur de la finance casino. Dans le contexte chaotique de cette finance débridée, certains établissements sortent gagnants de ces parties de poker menteur à grande échelle, d'autres coulent. De manière générale, les directions de ces institutions se remplissent les poches, et le commun des mortels pâtit de ces malversations en passant à la caisse d'une manière ou d'une autre. C'est extrêmement choquant et la faillite de CS illustre cette situation. Ce qui est aussi déplaisant dans ce cadre est l'incapacité ou

l'incompétence d'une élite politique et d'autorités dites de régulation, qui ont laissé faire pendant douze ans en faisant adopter en 2011 une loi dite «too big to fail», supposée prévenir la défaillance d'une banque d'importance systémique, et qui n'aura finalement pas été utilisée... Au-delà de la chute de CS, il s'agit ainsi de la faillite d'un système de finance casino, de celle d'une élite politique qui a «pu-diquement» détourné le regard sans oublier celle du monde académique dans ce domaine, qui, trop souvent, a fait preuve d'une complaisance déplacée vis-à-vis des grandes institutions financières.

«La guerre est un business, elle est consubstantielle au capitalisme, en particulier dans sa version libertarienne»

Aujourd'hui, on constate une augmentation incroyablement de la concentration des richesses. Comment la financiarisation et la digitalisation de l'économie ont-elles accru les injustices sociales?

Cette concentration est principalement due à la conjonction de deux phénomènes: la financiarisation et la digitalisation de l'économie, caractéristiques de l'actuel néolibéralisme dans sa version libertarienne. Le premier soumet l'économie et la société aux intérêts d'un secteur financier en roue libre, dominé par les Banques centrales, des sociétés de gestion d'actifs, dont BlackRock est le navire amiral, les banques systémiques et la finance de l'ombre avec ses fonds spéculatifs les plus puissants. Chaque composante joue son rôle dans ce processus d'assujettissement du plus grand nombre. Les Banques centrales injectent, chaque fois que nécessaire, et en particulier pendant la crise de 2008, des volumes énormes de liquidités dans les marchés financiers, pour éviter un effondrement brutal du système. Le second phénomène explicatif de cette concentration sans précédent de richesses est la digitalisation de



La finance casino est un système hautement instable caractérisé par des paris et des dettes, qui ne cesse de prendre de l'ampleur.

l'économie. Ce processus, qui résulte des progrès de l'informatique, d'internet et de l'intelligence artificielle en particulier, a pour conséquence une destruction de postes de travail qui s'accroît, au regard de leur création.

«Ces derniers temps, nous avons assisté à un spectacle pitoyable, à une soumission anticipée de dirigeants européens, y compris suisses, qui n'avaient cessé de complaire non pas à la population, mais au roi Donald»

Dans de nombreux domaines d'activité, le travail de l'homme est ainsi remplacé à grande échelle par la machine ou l'algorithme. La digitalisation de l'économie devrait générer du temps libre, dans une société bien organisée et durable. Au contraire, dans le cadre néolibéral, elle accroît la misère, la précarité et le sous-emploi – puisque les chômeurs sont souvent transformés en travailleurs pauvres – voire le chômage.

L'état actuel du monde est dramatique: guerres, crises environnementales et l'arrivée au pouvoir de ce que vous appelez l'extrémisme libertarien avec son commandant en chef Donald Trump. Pourquoi et quand la démocratie a-t-elle failli? Comment la démocratie peut-elle fonctionner avec ces oligarques qui n'hésitent devant rien pour augmenter leur richesse et leur pouvoir?

La finance casino et l'extrémisme libertarien sont incompatibles avec la démocratie. Ces derniers temps, nous avons assisté à un spectacle pitoyable, à une soumission anticipée de dirigeants européens, y compris suisses, qui n'avaient cessé de complaire non pas à la population, mais au roi Donald, de lui faire une «offre plus attrayante», avec l'achat de plus d'armes, de pétrole, de gaz liquéfié... A l'heure où des tyrans sanguinaires et démeurés sont mis sur un piédestal médiatique, la démocratie est plus virtuelle que réelle. L'extrême

droite et la version libertarienne du capitalisme tiennent le haut du pavé. Elles véhiculent un langage simpliste, violent, raciste et abject, avec ses Donald Trump, Elon Musk, Javier Milei..., des individus dont le posi-

tionnement les place à la confluence entre néofascisme et affaires douteuses, voire mafieuses. On retrouve ici le thème de la pièce de Bertolt Brecht, *La résistible ascension d'Arturo Ui*, parabole de la prise de pouvoir d'Adolf Hitler, transposée dans le milieu du crime organisé.

La guerre est donc consubstantielle au capitalisme et au néolibéralisme?

La guerre est un business, elle est consubstantielle au capitalisme, en particulier dans sa version libertarienne. La paix éventuelle est une parenthèse entre deux conflits. Les destructions en tous genres, les bombardements et massacres de civils, comme ceux perpétrés sous les ordres de Benjamin Netanyahu et de son gouvernement d'extrême droite ultranationaliste, dans la bande de Gaza, sont monnaie courante. Le terrorisme d'Etat et les attentats terroristes font partie de l'inquiétant contexte actuel. La guerre en Ukraine illustre elle aussi les innombrables sacrifices humains requis par le système actuel. L'économie conventionnelle se focalise entre autres sur le PIB et sa croissance, sur la production d'un système qui, en réalité, détruit à grande échelle et bien plus qu'il ne produit.

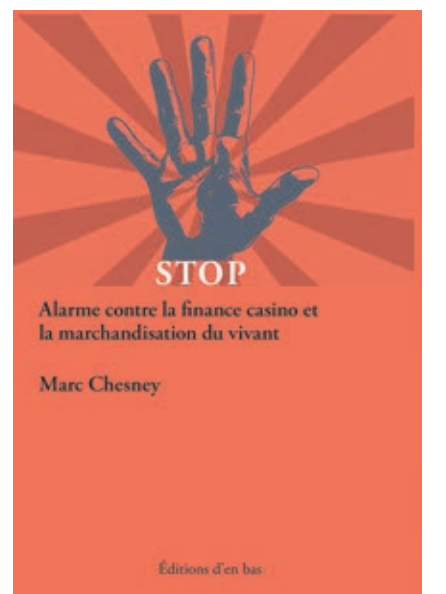
Quels sont les risques pour nous, êtres humains, liés à cette situation?

Tous les signaux vitaux sont au rouge: réchauffement climatique, perte de biodiversité, pollution à grande

échelle, injustices sociales insupportables, aveuglement d'une oligarchie cynique et extrémiste, conflits armés permanents et risques de guerre mondiale. La liste est édifiante. Le capitalisme libertarien est moribond et nous entraîne dans sa chute. En continuant en roue libre sur sa trajectoire, cette machine folle va, par la force des choses, devoir un jour s'arrêter, faute de combustible humain. Elle implosera, dès lors qu'elle aura marchandisé et détruit la vie sur terre de manière irréversible, c'est-à-dire lorsqu'un des seuils suivants sera atteint: dès que la pollution de l'air sera trop forte pour respirer convenablement, ou que sa contamination et celle de l'eau ou de la terre sera trop élevée pour permettre à la vie de se développer, à partir du moment où la chaleur ambiante et la sécheresse deviendront tellement insupportables qu'elles nuiront considérablement tant à la santé qu'au travail, et auront considérablement réduit la production agricole, ou lorsque la perte de biodiversité causera des pandémies à répétition. ■



Marc Chesney, professeur à l'Université de Zurich jusqu'en 2024, a été un des rares économistes à dénoncer les dérives actuelles de la finance.



Marc Chesney, «Stop. Alarme contre la finance casino et la marchandisation du vivant», Editions d'En Bas, 2025, 144 pages.

PAUSE CAFÉ MILITANTE

Avec Virginie Mouche, membre du comité de l'industrie d'Unia Neuchâtel.



«JE RÊVE D'UN MONDE OÙ CHACUN AURAIT SA PLACE»

Antoine Grosjean

Entrée assez tôt dans la vie active, Virginie Mouche a déjà pu avoir un bon aperçu des injustices régnant dans le monde du travail. En particulier dans le domaine de l'horlogerie, où cette Neuchâteloise de 46 ans, mère de deux enfants ayant déjà quitté le nid, travaille «depuis toujours», comme elle le dit. Soit depuis l'apprentissage qu'elle a effectué à peine sortie de l'école obligatoire. «Quand on vit à La Chaux-de-Fonds, c'est difficile d'échapper à l'horlogerie, le principal secteur industriel ici», confie celle qui occupe la fonction d'approvisionneuse. En clair, elle se charge de la fourniture des différents composants qui entrent dans la fabrication des montres. «Mes parents étaient eux aussi employés dans l'horlogerie, tout comme mon frère. Une fois qu'on a le pied dedans, on n'en ressort pas facilement. Tout le tissu économique de la région tourne là autour.» Si elle est tombée dès l'adolescence dans la marmite horlogère, ça s'est joué plus tard pour le syndicalisme. Et dans ce cas, l'atavisme n'y est pour rien. «Je me suis laissée embarquer il y a une dizaine d'années, quand des secrétaires syndicaux sont venus en visite dans l'entreprise où je travaillais.» Unia peut se targuer d'avoir trouvé en elle une bonne recrue, puisqu'elle s'est beaucoup mobilisée par la suite, après avoir suivi une formation syndicale.

CONVERGENCE DES LUTTES

Elle vient de rendre son tablier de vice-présidente de la région Neuchâtel d'Unia, mais elle reste membre du comité de l'industrie ainsi que du groupe d'intérêts femmes. En plus de cet engagement syndical, Virginie Mouche est élue suppléante au Conseil général de La Chaux-de-Fonds, sous les couleurs du POP (Parti

ouvrier populaire) et soutient également le combat de la Grève féministe et celui pour les droits des personnes LGBTQIA+. «Pour moi, toutes ces luttes se rejoignent. Je rêve d'un monde où chacun aurait sa place sans avoir besoin de se battre pour la trouver. Je pense que j'ai toujours eu ces convictions, mais j'ai longtemps été accaparée par l'éducation de mes enfants.» En trente ans, la Chaux-de-Fonnière est passée par diverses entreprises. Après avoir été employée douze ans au sein de Swatch Group, elle a quitté avec soulagement le géant suisse de l'horlogerie pour une place dans une petite manufacture du bas du canton de Neuchâtel, active dans le segment des montres de luxe. Une fabrique qui ne compte qu'une centaine de

«On économise sur le dos du personnel pour remplir les poches des actionnaires. C'est une injustice qui me choque!»

Virginie Mouche

salariées et de salariés. Un autre monde. «En arrivant ici, j'ai réalisé qu'on n'est pas très bien payés chez Swatch Group, même si, dans les bureaux, on est un peu mieux traités que dans la production.» Dans l'entreprise du groupe biennois où elle travaillait, elle a présidé la commission du personnel. «Cela m'a permis d'être en contact direct avec les collègues de la production. J'ai vu des choses très moches. Des salaires particulièrement bas, et des gens avec dix ou quinze ans d'expérience qui n'avaient jamais eu la moindre augmentation. Les patrons prétendent qu'il n'est pas possible d'accorder des

hausse de salaire, mais quand les résultats sortent en janvier, on voit bien que l'entreprise a fait des millions de bénéfices. On économise sur le dos du personnel pour remplir les poches des actionnaires. C'est une injustice qui me choque!»

NE PAS TOUT ACCEPTER

Virginie Mouche dénonce par ailleurs le recours trop fréquent au personnel temporaire dans l'industrie horlogère: «Quand les affaires marchent, on embauche des temporaires et, dès qu'il y a la crise, on se débarrasse d'eux. Comme ils ne sont pas sous contrat, les employeurs se vantent alors de n'avoir licencié personne...»

Plus anecdotique, mais non moins scandaleux, elle a subi la mesquinerie des pauses pipi non comptées sur le temps de travail, une pratique qui existait aussi dans son entreprise. «Nous avons manifesté avec Unia contre le timbrage des pauses pipi, raconte-t-elle. Dès que le syndicat et les médias se sont emparés du sujet, un cadre de Swatch Group est venu de Bienne pour dire de mettre fin à ce système.»

Militante dans l'âme, elle trouve que, dans notre pays, les gens ont trop tendance à se laisser faire. «C'est un côté très suisse. On ne doit pas se plaindre et s'estimer déjà heureux d'avoir un travail, même si on touche parfois des salaires qui ne nous permettent pas de boucler les fins de mois. Mais avec les années, on prend conscience que ce n'est pas normal de tout accepter.» ■



Notre vidéo:
evenement.ch/videos

ORBE VOTERA SUR L'OUVERTURE DES MAGASINS

Après trente jours de récolte, le comité référendaire «Touche pas à mes horaires» a remis au greffier municipal plus de 1400 signatures contre l'extension des horaires des magasins à Orbe. Un succès, puisque 800 signatures environ auraient suffi. Lancé par le Parti socialiste, les Verts et Unia, le référendum permettra aux citoyennes et aux citoyens d'Orbe de se prononcer sur une prolongation des horaires d'ouverture des magasins, de 17h à 18h, le samedi et les veilles de jours fériés. Pour le comité, cette extension des horaires nuit à la qualité de vie du personnel, car elle génère une augmentation et une flexibilisation du temps de travail. Les femmes étant

surreprésentées dans les métiers de la vente, elles seraient les principales prétérîtées. Et avec elles, leur vie privée et familiale. Par ailleurs, selon le comité référendaire, cette prolongation ne profiterait qu'aux grandes surfaces et non pas aux intérêts des petits commerces. Ceux-ci n'ont pas les moyens de couvrir une plage horaire si large. D'ailleurs, la plupart ferment déjà avant 17h à Orbe le samedi. Pour mémoire, le comité rappelle que la Municipalité, en infraction au Règlement général de police, n'a pas daigné consulter en amont les partenaires sociaux. En septembre, le Conseil communal d'Orbe avait décidé, à une courte majorité, la prolongation des horaires. ■ AA



Les membres du comité référendaire.

POING LEVÉ

LA SOLIDARITÉ FISCALE NE FAIT PLUS RECETTE

Par Antoine Grosjean

A l'ère du néolibéralisme effréné, le principe d'entraide, qui est au fondement de la société, est sévèrement mis à mal. Les écarts se creusent, les riches le sont de plus en plus, jusqu'à l'indécence, alors qu'une part croissante de la population peine à joindre les deux bouts. Ces temps-ci, cette injustice a régulièrement remis la question du partage des richesses à la une de l'actualité. La problématique peut se poser sous l'angle d'une répartition plus équitable des bénéfices des entreprises, via des augmentations salariales telles que réclamées – entre autres revendications – par les maçons ayant fait grève dans toute la Suisse, de même que par l'initiative pour un salaire minimum, sur laquelle le canton de Fribourg vote ce 30 novembre. Elle se pose aussi, en filigrane, dans les mouvements de grève de la fonction publique. Car les coupes budgétaires les ayant déclenchés visent à combler des déficits financiers qui sont en bonne partie le résultat de baisses d'impôts, notamment de cadeaux fiscaux accordés aux classes aisées et aux multinationales. Or, quand les autorités sabrent dans le service public – dans la santé, le social ou l'éducation – pour compenser la perte de ces recettes, ce sont avant tout les classes populaires qui en font les frais.

En schématisant à peine, cela revient à prendre aux pauvres pour donner aux riches. Autrement dit, c'est de la redistribution des richesses à l'envers! Cette problématique n'est pas propre à la Suisse. Elle a aussi fait débat récemment en France, avec la taxe Zucman sur les grandes fortunes, finalement rejetée par l'Assemblée nationale. L'initiative pour l'avenir, sur laquelle la population suisse vote ce 30 novembre, semble, hélas, n'avoir elle aussi que de maigres chances de succès. Il s'agit là encore d'une question de justice sociale et fiscale, puisque l'impôt sur les successions de plus de 50 millions de francs que préconise l'initiative servirait à réduire nos émissions de CO₂. En termes de bilan carbone, le train de vie des plus fortunés pèse en effet bien plus lourd que celui des personnes à bas revenus, alors que celles-ci sont les premières à subir les conséquences du changement climatique, en particulier sur leur lieu de travail.

Les opposants à ce texte brandissent le même argument qu'à chaque hausse d'impôts, celui d'une fuite éventuelle des gros contribuables. Pourtant, en exemptant de taxe les premiers 50 millions de succession, on ne peut vraiment pas dire que ce soit confiscatoire et qu'on va laisser les héritiers concernés sur la paille. Il faut en finir avec le mythe du *self-made man* et rappeler qu'on devient rarement riche à la seule force de ses bras. De nos jours, justement, cela arrive dans la plupart des cas à la suite d'un héritage, sans que les heureux élus aient à lever le petit doigt. Quant à ceux qui ont du succès en affaires, ce n'est possible que grâce à tout un écosystème social, politique et économique qui leur permet de bénéficier de conditions-cadres favorables et de disposer de la main-d'œuvre nécessaire. Laquelle n'a bien souvent pour seule richesse que sa force de travail. Alors, demander un effort de solidarité supplémentaire aux plus grosses fortunes n'est qu'un juste retour des choses. Même en cas d'échec le 30 novembre, ce sujet reviendra tôt ou tard sur le tapis. ■



Virginie Mouche travaille dans l'horlogerie «depuis toujours», ayant fait son apprentissage dans cette branche. «Quand on vit à La Chaux-de-Fonds, c'est difficile d'y échapper», confie-t-elle.

LA PETITE REINE POUR UN DERNIER VOYAGE



L'INSTANTANÉ

Photo Thierry Porchet

C'est pendant le Covid que Gyan Härrî a eu l'idée du vélo-cargo corbillard. Depuis, ce transport écolo développé en Suisse alémanique rencontre un franc succès. Je suis certain que mon père, passionné de petite reine, aurait aimé être conduit à sa dernière demeure de la sorte. ■



UNE BONNE ACTION POUR NOËL

Manon Todesco

Les fêtes de fin d'année approchent à grands pas. Les cadeaux sous le sapin, les bonnes victuailles, le ski en famille: cette période est magique... mais pas pour tout le monde. De nombreuses personnes sont seules ou beaucoup trop précaires pour faire vivre la magie de Noël dans leur foyer. Pour y remédier, plusieurs initiatives solidaires existent en Suisse romande. Au bout du lac Léman, par exemple, la Croix-Rouge genevoise réitère son action des Paniers de Noël, qui gâte chaque année des milliers d'enfants de 0 à 17 ans. Du 15 au

18 décembre, les entreprises et les particuliers sont invités à offrir des cadeaux neufs pour les enfants les plus démunis du canton. L'ONG explique que la hausse du coût de la vie, les conflits dans le monde et la pandémie de Covid-19 ont déstabilisé le tissu économique et social et précipité des centaines de familles dans la précarité. Autre initiative solidaire dans tout le pays, «2 x Noël». Organisée notamment par La Poste, Coop et la Croix-Rouge, cette action vient en aide aux personnes dans le besoin en Suisse avec la distribution de colis de produits de première nécessité. Mais elle est aussi présente en Arménie, en Bosnie-Herzégovine, au Kirghizistan

et en Moldavie dans le cadre des secours d'hiver. Et parce que Noël, c'est aussi le partage à table, plusieurs soupes populaires et repas du cœur sont organisés pour que personne ne se retrouve seul le soir du réveillon. Les bénévoles sont toujours les bienvenus! ■

Pour participer, offrir ou donner de son temps, retrouvez les initiatives de Noël solidaires ici:
• 2xweihnachten.ch/fr
• croix-rouge-ge.ch/activites/populations-vulnerables/paniers-de-noel
• coraasp.ch/news/noels-solidaires-2025-1195



DE BIAIS

Christophe Gallaz

EN LISIÈRE DU VILLAGE INCENDIÉ

Étrange année 2025, qui se cristallise en cette vision personnelle. Je me promène dans un paysage de campagne et je m'approche d'un village incendié qui fume encore. Comme s'il s'était produit, ici, un événement immensément fatal sous la pression des 8,23 milliards d'humains emmenés par les pouvoirs politiques et leurs complices à l'œuvre sur la planète. Alors je m'arrête quelques instants aux abords de ce lieu chaotique en douceur. Qui semble avoir été confit par le drame. Où des carcasses de

maisons se sont comme entassées à mi-distance du songe et du réel, ou du faux recouvrant le vrai. Et dont tous les détails se mêlent au point d'en paraître indissociables. Où nous n'apercevions plus de mouvements, plus de cendres bougeées par le vent ni d'habitants. Ni d'autres vivants comme ces chats ou ces chiens qui leur tenaient compagnie depuis six mille ans. Ni de personnages que j'aurais conservés dans mes souvenirs et que j'aurais projetés sur la scène pour en atténuer mon sentiment de solitude. Non, il ne reste en ces décombres qu'une petite forêt de poutres encore dressées que le désastre n'a pas détruites. Que des bras qu'on dirait levés vers les nuées par des tribuns exaltés ou furieux. Que ce geste calciné qui semble articuler le discours de leurs proférateurs. Que ces poings brûlants comme la rhétorique dont ils rythment la cadence. Que ces éléments carbonisés de la charpente psychique et mentale articulant notre monde tel qu'il s'est configuré durant ce funeste exercice 2025. A ce point-là de mon exploration je

distingue, étonnamment esquissées par ces vestiges, des figures physiques et des figures immatérielles, les unes et les autres indicatrices de notre temps présent. Voici le faciès à vomir de Donald Trump. La bouche tordue par le vice de Benyamin Netanyahu. La rapacité figée sous le botox de Vladimir Poutine. Et l'impassibilité de Xi Jinping qui masque sa brutalité. Et même la lâcheté bien domestiquée d'Ignazio Cassis. Dans la cendre je découvre aussi d'autres dessins. Comme la caricature qu'est devenu l'humanisme individuel selon l'Etat-Unien Henry David Thoreau qui s'oppose à l'autre caricature, cette fois totalitaire, de l'humanisme harmonieux selon le Chinois Confucius. Ou comme le brouillon des plaidoyers qui font de la technique une solution magique à tous les maux de notre espèce. C'est alors que s'éleva tout près de moi, à l'orée de ce lieu désolant où ne crépitaient plus guère que quelques flammèches en recherche d'un ultime aliment, le chant prodigieux d'un oiseau. Quelques notes à peine. Un merle fou? Un étourneau

cinglé? Un moineau suicidaire? Ou peut-être un migrateur déporté sous nos latitudes en conséquence d'une tempête intercontinentale ou d'un typhon? Voire un messenger dirigé vers nous par je ne sais quelle instance bienveillante, pour nous rendre un peu de courage? Ou par une instance ironique, à l'inverse, pour nous moquer? Mystères. Or je parvins, dès cet instant, à réduire ma fascination pour le spectacle du village incendié. A le transcender. A le dépasser. Puis à scruter plus sereinement le panorama vers l'horizon, ou revenir aux lointains de mon enfance pour m'en rappeler ce lombric que nous apercevions parfois après la pluie, tragiquement éperdu dans une cour ou sur un trottoir, c'est-à-dire sur un sol asphalté qui est sa barrière à lui. Sa fatalité qu'il ne peut pas percer pour rejoindre les siens, ou gagner l'humus qu'il avait pressenti dans le jardin voisin. Ce ver qui mesure huit à dix centimètres. Qui se déplace à la faveur d'un mouvement péristaltique. Qui me ressemble comme je lui ressemble, nous deux pareillement

animés d'angoisse et d'égarement jusqu'au désert. Et nous deux en témoins des peuples obscurs qui s'échinent et s'acharnent avant de s'effondrer au sol de ces mines à ciel ouvert que sont les villes. A ce point des choses j'entrevis sur la ligne de l'horizon, par effet de pensée pour un ami de vieille date qui s'y rend cette semaine comme guide de beaux et bons voyageurs en pèlerinage vers la splendeur, les deux temples d'Abou Simbel dans le Sud égyptien. Célébrés pour leur prestance inouïe, leur révérence aux dieux cosmiques et non guerriers, leurs volumes ouvragés au millimètre pour qu'ils s'emplissent de lumière aux équinoxes, et ce sublime accomplissement du génie créateur qui vaut à notre espèce, parfois, de franchir les siècles. Voilà, je pouvais m'en aller. M'éloigner du village incendié. Je m'étais chargé des pouvoirs dont rayonnent cette pierre et ce ver en témoin des peuples obscurs, dont je ferais mes armes avant de foncer sur l'ennemi. ■

ERMINEA, UNE SECONDE CHANCE POUR LA FAUNE BLESSÉE

Maillon dans la chaîne de la préservation de la biodiversité, le centre de soins de la faune sauvage de Chavornay vient de déménager dans de nouveaux locaux pour faire face à un afflux croissant d'animaux. Un nouveau souffle pour l'association. Reportage.

Sonya Mermoud

Photos Thierry Porchet

Erminea fait peau neuve. Quittant des locaux étriés et rongés par la moisissure, le centre de soins de la faune sauvage situé dans la campagne de Chavornay, en terre vaudoise, vient de prendre ses quartiers dans un bâtiment voisin. Un déménagement indispensable pour assurer la pérennité de l'association qui, depuis sa création en 2018, a pris en charge un nombre croissant d'animaux. «Nous sommes passés de quelque 500 individus par an à son ouverture à 3000 annuellement aujourd'hui, représentant au total 223 espèces différentes», chiffre Laélia Maumary, 43 ans, présidente du comité d'Erminea, dévoilant le nouvel espace après une incursion dans l'ancien refuge révélatrice de son piteux état. Passant d'une pièce à l'autre, la responsable d'Erminea se réjouit de disposer désormais d'une construction adaptée aux besoins. Buanderie, cuisine où l'équipe prépare la nourriture pour ses pensionnaires, nurserie réservée à l'accueil et au biberonnage des bébés mammifères, salle de soins, d'opération, de radiologie, boxes divers... Le vaste et lumineux hôpital pour patients à poils et à plumes va pouvoir poursuivre sa mission dans des conditions optimales.

HÉRISSEONS MAJORITAIRES

«La moitié de la faune soignée est constituée d'oiseaux et l'autre de mammifères. Parmi ces derniers, nous comptons un nombre majoritaire de hérissons, mais aussi des renards, blaireaux, castors, écureuils, loirs, muscardins, campagnols, hermines, cervidés...» détaille la Vaudoise arpentant, enthousiaste, les locaux flambant neufs où des relents d'odeur animale se mêlent à celles médicales. Et présentant au passage quelques-uns des pensionnaires, moins nombreux en cette saison hivernale. Dans des caisses alignées, des petites boules hérissées de piquants livrent un combat pour survivre, victimes de pattes arrachées, de parasites, de pesticides, de malnutrition... «Certains arrivent avec des blessures atroces. Mais nous avons un bon taux de réussite, car ce sont des mammifères très résistants qui peuvent vivre malgré des handicaps comme une patte amputée, la perte d'un œil ou des dents manquantes», précise la quadragénaire, avant de lister les principales raisons à l'origine des blessures ou des maladies des animaux amenés au centre.



«Nous parvenons à sauver beaucoup de hérissons. Ce sont des animaux très résistants qui peuvent vivre malgré des handicaps comme une patte amputée, la perte d'un œil ou des dents manquantes», indique Laélia Maumary, la fondatrice d'Erminea.

UNE MOITIÉ D'ANIMAUX SAUVÉE

«Beaucoup d'entre eux sont victimes d'accidents de la route, d'empoisonnement, de fils électriques, de filets et clôtures, de robots tondeuses et de prédateurs – renards, chats et chiens.» Les vitres constituent aussi souvent de graves dangers pour les oiseaux qui ne les distinguent pas et se fracassent contre. «Nous parvenons à sauver en moyenne la moitié des bêtes amenées au centre. Il faut avoir conscience que, si un animal sauvage se laisse ramasser, c'est qu'il se trouve vraiment mal en point», ajoute Laélia Maumary, estimant entre un mois et trois mois la durée de séjour des patients. Une ménagerie prise en charge par quatre gardiennes d'animaux aidées d'une vétérinaire spécialisée en chirurgie et en faune sauvage présente deux demi-journées par semaine ainsi que des apprentis et des stagiaires. Le refuge travaille encore avec une animatrice chargée des ateliers de sensibilisation pour adultes et enfants et une secrétaire s'occupant de l'administration. «Erminea est ouvert sept jours sur sept. On peut aussi déposer la nuit des animaux dans des boîtes à l'extérieur», indique la fondatrice, qui montrera encore, soulevant le tissu occultant la lumière dans leur cage, un pigeon, une grive musicienne, une tourterelle... et, dans des boxes, une corneille, deux furets récupérés d'un élevage peu vertueux qui seront, eux, placés... ou encore, dans une caisse, tapie sur un bout de bois, une minuscule pipistrelle.

L'HUMAIN, PRINCIPAL PRÉDATEUR

Penchée sur un hérisson, Marine Bally, responsable du centre de soins, examine l'orphelin jugé bien trop maigre. «Il faut qu'il arrive à un certain poids pour s'assurer de passer l'hiver. Ses parents l'ont abandonné, trop affairés à trouver leur propre nourriture», explique la gardienne d'animaux, précisant que, en raison du réchauffement climatique, ces mammifères ont tendance à faire deux portées, mais la seconde, tardive, ne leur permet pas d'être assez robustes pour s'en occuper. Un autre patient de la même espèce, sous traitement après une tumeur mammaire, passe, lui aussi, dans ses mains expertes. «Les hérissons peuvent vivre dix à quinze ans dans la nature. Mais aujourd'hui, la moyenne est plutôt de deux ans. Ils tombent malades en raison de parasites, il y a de moins en moins de nourriture... L'homme est le principal prédateur. Le pire de tous, malheureusement», se désole la gardienne d'animaux, soulignant, paradoxalement, la dépendance des humains à la nature et à la biodiversité. «Ce que je ressens ici? De la fierté et de la joie. Ce travail contribue à sauver des animaux. A chercher la meilleure solution pour eux.»

COMPENSER NOS ERREURS

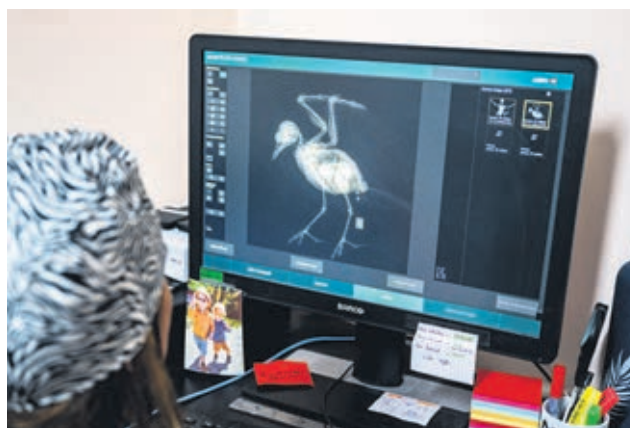
Dans la pièce voisine, la vétérinaire Mélanie Lacombe examine une alouette des champs présentant une grave blessure sous l'aile. Après une radiographie de l'oiseau endormi, elle désinfecte et soigne la plaie, le geste sûr, contrôlant constamment la dose d'anesthésiant que peut supporter son protégé. «Ce qui me motive? Le plaisir de me sentir utile. Personne ne s'occupe de la faune sauvage. N'y consacre du temps. Ce n'est pas une activité lucrative. Et c'est difficile. Il faut constamment chercher des informations pas nécessairement disponibles dans les livres. C'est aussi stimulant.» Comme sa collègue, la chirurgienne dénonce elle aussi l'impact des activités humaines sur la nature. «La plupart des atteintes aux animaux sont de notre



La vétérinaire Mélanie Lacombe ausculte la plaie d'une alouette des champs. A ses côtés, Marine Bally, responsable du centre de soins, est venue lui prêter main forte au besoin.



Ce furet a été arraché à un élevage peu vertueux et il sera par la suite placé.



Avant les soins, l'alouette des champs a fait l'objet d'une radiographie.

faute – filets, accidents routiers... On ne cesse d'empiéter sur leur territoire, entre agriculture, habitat. Nous devons compenser nos erreurs.»

APPEL À LA SOLIDARITÉ

Si l'équipe d'Erminea consacre toute son énergie et beaucoup d'amour aux animaux soignés, elle s'interdit caresses et gestes d'affection. «Bien sûr, on s'attache. Mais le but est de les remettre dans leur environnement. C'est donc important de garder de la distance», souligne Marine Bally,

qui a travaillé par le passé dans un zoo. Et préfère clairement la finalité d'Erminea. Même rappel de Laélia Maumary. «Ils sont nés dans la nature. Ils doivent retrouver cette liberté. Leur instinct sauvage. Notre réussite, c'est quand on procède à leur relâchement même si parfois c'est difficile de s'en séparer.» Une heureuse issue qui, pour se répéter, a besoin du soutien du plus grand nombre. Erminea a lancé une campagne de financement participatif et cherche encore environ un demi-million de francs pour compléter



Depuis son ouverture en 2018, le centre a accueilli pas moins de 223 espèces différentes dont des pipistrelles.



Les hérissons peuvent vivre dix à quinze ans dans la nature. Mais aujourd'hui, la moyenne est plutôt de deux ans.

le paiement du nouvel hôpital devisé à deux millions de francs. Un montant qui n'a rien d'excessif au regard de la mission remplie par l'association. Qui, reconnue d'utilité publique, joue un rôle majeur dans la conservation de la biodiversité, la sensibilisation du public et la préservation de l'environnement profitant à tous. ■

Informations et soutien Erminea:
· erminea.org
· soutenir-erminea.org